

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 217

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2022

CONDUITE ET PILOTAGE  
DES POLITIQUES DE  
L'ÉCOLOGIE, DU  
DÉVELOPPEMENT ET DE  
LA MOBILITÉ DURABLES



PROGRAMME 217  
**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du  
développement et de la mobilité durables**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

### Guillaume LEFORESTIER

Secrétaire général du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) et du ministère de la transition énergétique (MTE)

Responsable du programme n° 217 : Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Le programme 217 est le programme support de la mise en œuvre des politiques publiques du pôle ministériel regroupant le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT), le ministère de la transition énergétique (MTE) et le secrétariat d'État chargé de la mer.

L'essentiel des dépenses de ce programme est consacré aux effectifs et la masse salariale des personnels affectés dans l'administration centrale des ministères ou dans les services déconcentrés. Ces effectifs sont répartis entre treize actions distinctes, dites « actions miroirs », qui permettent d'identifier et de répartir les moyens en personnel comme s'ils étaient inscrits directement dans les programmes de politique publique correspondants, tout en bénéficiant d'une gestion mutualisée de la masse salariale. Les actions miroirs 7, 8, 13, 15, 16, 18 et 28 portent les moyens de personnel dédiés aux différentes politiques publiques du MTECT et aux fonctions transverses. L'action 22 porte les effectifs des personnels transférés aux collectivités territoriales en mises à disposition. L'action 23 porte les moyens de personnel œuvrant aux missions du MTE. L'action 11 porte les moyens de personnel œuvrant aux missions du secrétariat d'État chargé de la mer. Les actions 25, 26 et 27 portent les moyens de personnels de trois autorités administratives indépendantes (CNDP, ACNUSA et CRE).

Hors titre 2, ce programme assure le financement des activités support du secrétariat général, nécessaires au pilotage des ministères. Ces moyens hors titre 2 sont quant à eux principalement inscrits sur l'action 7.

Pour l'année 2022, le programme 217 a vu son volume global de dépenses augmenter. Concernant les crédits de titre 2 du programme 217, l'année 2022 a été marquée par la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 et par le versement des droits relatifs à l'indemnité spécifique de service et l'indemnité spéciale (soldes ISS) suite à la bascule au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) des corps techniques pour les corps concernés par cette bascule et les ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts. Concernant les dépenses d'investissement et de fonctionnement, l'année 2022 a été marqué par la priorisation de l'adaptation numérique du pôle ministériel, en conséquence de la crise sanitaire, avec une stratégie forte d'accélération de la modernisation de l'environnement de travail numérique (équipement des agents en moyens mobiles et sécurisés, dimensionnement des réseaux, accessibilité à distance des applicatifs et outils numériques), tout en assurant la mise en œuvre de la doctrine d'utilisation de l'informatique en nuage par l'État (« cloud au centre ») et des actions suivies par le Gouvernement comme la dématérialisation des procédures, la sobriété numérique et l'ouverture des données publiques.

Après deux exercices fortement perturbés par la crise sanitaire et le report d'un certain nombre d'évènements, 2022 a été une année permettant la reprise et la poursuite des priorités suivantes :

- l'installation d'une nouvelle gouvernance pour la mise en place de politiques nationales ambitieuses en matière de transition écologique et de transition énergétique ;
- la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière de renforcement de la proximité des services de l'État avec les territoires ;
- la conduite d'une action transversale pour doter les ministères de la compétence, de l'expertise et des ressources nécessaires à la prise en compte de la transition écologique ;
- l'accomplissement d'un appui de qualité aux agents, en adéquation avec leurs missions, tout en recherchant une utilisation plus efficiente des moyens (notamment par leur mutualisation) ;
- l'exemplarité en termes d'éco et de socio-responsabilité par la promotion du plan d'actions « services publics éco-responsables » et l'insertion des clauses environnementales et sociales dans les contrats d'achats publics.

Le dispositif de performance du programme est quant à lui resté centré autour des cinq indicateurs communs aux programmes support, déclinés en deux objectifs de rationalisation de la gestion des moyens (objectif n° 1 : « Être une administration exemplaire au regard du développement durable, dans la maîtrise des moyens de fonctionnement ») et d'adaptation des compétences des agents et des services pour répondre au mieux aux missions et à leurs évolutions, dans un contexte de réformes (objectif n° 2 : « Appliquer une politique responsable en matière de ressources humaines »). Si les différents indicateurs ont à nouveau été marqués par les conséquences sur la gestion de la crise sanitaire, des avancées significatives ont été constatées dans la mise en place d'un environnement de travail numérique adaptés aux nouveaux modes de fonctionnement (présentiel/distanciel), à la dématérialisation des procédures et des processus et au renforcement de la résilience et de la sécurité. De même, des avancées significatives ont été constatées dans les travaux de densification des espaces, la réduction des consommations d'énergie, ou encore, la maîtrise de l'empreinte carbone.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Être une administration exemplaire, au regard du développement durable, dans la maîtrise des moyens de fonctionnement**

INDICATEUR 1.1 : Ratio d'efficacité bureautique

INDICATEUR 1.2 : Efficacité de la gestion immobilière

INDICATEUR 1.3 : Efficacité de la fonction achat

### **OBJECTIF 2 : Appliquer une politique des ressources humaines responsable**

INDICATEUR 2.1 : Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines

INDICATEUR 2.2 : Taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein du pôle ministériel

## Objectifs et indicateurs de performance

**OBJECTIF**

1 – Être une administration exemplaire, au regard du développement durable, dans la maîtrise des moyens de fonctionnement

**INDICATEUR****1.1 – Ratio d'efficacité bureautique**

(du point de vue du contribuable)

|                                | Unité   | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--------------------------------|---------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Ratio d'efficacité bureautique | €/poste | 1375                | 1427                | 1650          | 1544                | 1332          |

**Commentaires techniques**

Le ratio d'efficacité bureautique permet de rapporter le montant des dépenses de bureautique au nombre de postes de travail.

**Mode de calcul :**

- **Au numérateur** : la somme des dépenses bureautiques des ministères pour le périmètre concerné (administration centrale ou « AC », intégrant :
  - Les achats d'ordinateurs fixes, d'ordinateurs portables, écrans, personal digital assistant (PDA), photocopieurs et imprimantes personnelles ou en pool et les consommables ;
  - Les messageries et les licences des systèmes d'exploitation et des suites bureautiques ;
  - La formation bureautique des utilisateurs ;
  - Les serveurs bureautiques et les serveurs de messagerie ;
  - La masse salariale et dépenses afférentes des personnels internes et externes affectés au support et au soutien des utilisateurs de la bureautique ;
  - Les coûts de maintenance des matériels et du logiciel de bureautique ;
  - Les locations d'équipement afférentes à la bureautique le cas échéant ;
  - Les dépenses de télécommunications individuelles (matériels, abonnements et facturation individuelle ou collective).

**Nota bene :**

- Sont exclus : les coûts d'accès à l'internet et d'hébergement, les dépenses liées aux applications de collaboration et les coûts réseaux (données), ainsi que les dépenses de reprographie. Les coûts du personnel utilisateur de la bureautique ne sont pas intégrés dans ce ratio ni le temps qu'il passe en formation bureautique. De même, les éventuelles recettes liées à la bureautique ne sont pas prises en compte ;
- Sont inclus : les frais de mission et de transport, si le déplacement concerne le support bureautique ;
- **Au dénominateur** : valeur minimale entre le nombre d'effectifs physiques comptabilisé (EPC) et le nombre de postes de travail pour le périmètre concerné (AC) :
  - Nombre d'agents : il s'agit de l'effectif réalisé en effectifs physiques comptabilisés au 31 décembre de l'année considérée ;
  - Nombre de postes de travail : les structures recensent en fin d'année le nombre d'ordinateurs fixes et portables en service, qui constitue par convention le nombre de postes de travail (physiques). Plus précisément, pour tenir compte des éventuelles évolutions entre deux années, le nombre de postes bureautiques est la moyenne des nombres de postes bureautiques au 31/12/N-1 et au 31/12/N. À noter que, par convention, un poste physique partiellement affecté à autre chose que de la bureautique est pris en compte. Les postes physiques en location sont inclus, de même que les postes affectés à des vacataires. Enfin, les postes qui ne sont pas affectés à l'usage individuel (équipement des salles de formation, des prestataires ou autres intervenants extérieurs, ou bien encore pour des positions d'accueil ou des positions techniques de supervision et de contrôle) sont également pris en compte.

**Source des données :**

- numérateur : dépenses constatées en crédits de paiement (CP) dans l'outil CHORUS exécutées sur une liste de comptes PCE dont le détail est donné dans le guide de la performance du programme, puis retraitement éventuel des erreurs d'imputation comptable par croisement des données recensées dans les outils de suivi de gestion interne.
- dénominateur : informations issues du système d'information dédié à la gestion des ressources humaines, croisées avec des outils de suivi de la sous-direction.

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Objectifs et indicateurs de performance

### INDICATEUR

#### 1.2 – Efficience de la gestion immobilière

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité                            | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Ratio entretien courant / SUB en administration centrale               | €/m <sup>2</sup>                 | 46,47               | 43,90               | 45,47         | 52,56               | 59,96         |
| Ratio d'occupation (SUN / poste de travail) en administration centrale | m <sup>2</sup> /poste de travail | 11,55               | 11,51               | 11,50         | 10,33               | 11,50         |

#### Commentaires techniques

##### Mode de calcul :

1. sous-indicateur 1.2.1 : ratio d'entretien courant / surface utile brute (SUB) en administration centrale.

- au numérateur : dépenses d'entretien courant (en crédits de paiement) réalisées au cours de l'année considérée au titre de l'entretien courant, de l'exploitation et la maintenance des bâtiments et du nettoyage des locaux ;
- au dénominateur : surface utile brute (SUB) en m<sup>2</sup> des locaux occupés par les services d'administration centrale des MTECT-MTE-SE-MER à la charge du programme 217.

2. sous-indicateur 1.2.2 : ratio d'occupation (surface utile nette / poste de travail) en administration centrale.

- au numérateur : surface utile nette (SUN) en m<sup>2</sup> des locaux occupés par les services d'administration centrale des MTECT-MTE-SE-MER à la charge du programme 217 ;
- au dénominateur : nombre de postes de travail comptabilisé au 31 décembre de l'année n-1.

##### Source des données :

- le montant des dépenses relatives à l'entretien courant est extrait du système d'information CHORUS. La fiche du guide ministériel dédié à la performance précise la liste des comptes PCE et groupes de marchandises correspondant à ces dépenses ;
- les données relatives aux surfaces et aux postes de travail sont extraites de tableaux de suivi sous tableur bureautique renseignés par les services.

### INDICATEUR

#### 1.3 – Efficience de la fonction achat

(du point de vue du contribuable)

|                                 | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---------------------------------|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Efficience de la fonction achat | M€    | 14,02               | 22,19               | NC            | 19,02               | Non déterminé |

#### Commentaires techniques

##### Mode de calcul :

La valeur de l'indicateur correspond au « gain achat base 12 mois », calculé comme suit :

[(Prix ou coûts dits « de référence », éventuellement révisés selon les termes des marchés pris en considération, et prenant en compte l'évolution du marché économique si celle-ci est supérieure à 4 % en valeur absolue) – (prix ou coûts effectivement négociés après intervention de l'acheteur)] X (volume prévisionnel annuel). La base 12 mois est proratisée à compter de la notification du marché. De ce fait, une partie des gains compte pour l'année N et l'autre pour l'année N+1.

##### Source des données :

Les données nécessaires au calcul de l'indicateur sont extraites de l'application APPACH (outil interministériel).

### ANALYSE DES RÉSULTATS

#### Indicateur 1.1 : « ratio d'efficience bureautique »

Le résultat 2022, 1 544 €/poste, est inférieur à la cible, qui avait été fixée à 1 650 €/poste. Cela s'explique par le fait que le chantier qui prévoyait le passage à une solution bureautique/travail collaboratif en offre cloud a été reporté pour tenir compte du préalable exigé par la DINUM de l'existence d'un hébergement sur un cloud français de toute offre

bureautique. Ce report a également touché les opérations relatives au « Travail collaboratif avec Sharepoint et Office Microsoft » qui devaient adapter les outils collaboratifs au passage à Office 365.

### Indicateur 1.2 : « efficacité de la gestion immobilière »

#### Sous-indicateur 1.2.1 : « ratio d'entretien courant »

L'exécution des dépenses à fin 2022 (7,13 M€), nettement supérieure à l'exécution prévisionnelle inscrite en PLF 2022 (5,85 M€), justifie une valeur de l'indicateur (52,56 €/m<sup>2</sup>) bien supérieure à la prévision révisée 2022 (45,47 €/m<sup>2</sup>). Les marchés de nettoyage ont été renouvelés ainsi que les marchés principaux d'exploitation-maintenance de nos immeubles de grande hauteur sur le quartier de la Défense. L'année 2022 a été par ailleurs, marquée par une reprise d'activité pour rattraper les retards sur les travaux d'entretien courant des immeubles de grande hauteur (IGH) et/ou monuments historiques. De plus, les dépenses d'entretien courant des bâtiments ont permis de financer les travaux supplémentaires de cloisonnement et de peinture, ainsi que les travaux de l'asservissement des issues de secours du niveau 3 de l'Arche.

#### Sous-indicateur 1.2.2 : « ratio d'occupation »

La valeur de l'indicateur est établie pour 2022 à 10,33 m<sup>2</sup> par agent et traduit, suite à l'actualisation des données de surface et du nombre de poste de travail, une densification des espaces. L'année 2022 marque le dynamisme des réorganisations et des mouvements des agents.

### Indicateur 1.3 : « efficacité de la gestion achat »

Le montant des économies d'achat pour 2022 est estimé à 19,02 M€. Toutefois, ce montant reste à consolider par la direction des achats de l'État (DAE). Aucun objectif d'économies d'achat n'avait été fixé pour 2022.

L'évolution à la baisse des économies d'achat par rapport à 2021 peut s'expliquer par le contexte actuel de la hausse des prix.

## OBJECTIF

### 2 – Appliquer une politique des ressources humaines responsable

## INDICATEUR

### 2.1 – Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|--|-------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines | %     | 2,95                | 2,70                | 2,75          | 2,69                | 2,60          |

#### Commentaires techniques

##### Mode de calcul :

- au numérateur : effectifs gérants, en nombre d'ETPT.

Cette notion recouvre les agents consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion des personnels qu'ils n'encadrent pas directement, ainsi que les agents affectés à des fonctions support dans les services de gestion du personnel. La mesure est assurée en ETPT des effectifs gérants sur les quatre activités visées par la circulaire du 16 juillet 2008 (la gestion administrative, la formation, les conditions de travail, le pilotage de la politique de gestion des ressources humaines et des compétences) en fonction au 31 décembre de l'année considérée.

- au dénominateur : effectifs gérés, en nombre d'agents.



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Objectifs et indicateurs de performance

Cette notion recouvre la globalité des effectifs gérés, totalement ou partiellement, consommant pour l'essentiel le plafond d'autorisations d'emplois (PAE). Les effectifs gérés sont exprimés en agents physiques et non en ETP (une quotité de travail inférieure au temps plein n'induit pas un allègement de l'activité des gestionnaires) ; la part des effectifs transférés aux collectivités dans le cadre de la décentralisation, qui demeurent gérés soit intégralement (en position de mise à disposition des Conseils départementaux), soit partiellement (en position de détachement sans limitation de durée) par les MTECT-MTE-SE MER, est intégrée à l'assiette des effectifs gérés après application d'un « coefficient correcteur » autorisé.

### Source des données :

- au numérateur : les données sont issues de l'application ministérielle SALSA (Système d'agrégation en ligne du suivi d'activité) ;
- au dénominateur : les données sont issues d'ODE (Observatoire des rémunérations) pour le décompte des emplois réalisés au périmètre ministériel de gestion (en ETPT), et enrichis à partir de SALSA pour divers sous-ensembles.

## INDICATEUR

### 2.2 – Taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein du pôle ministériel

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2020<br>Réalisation | 2021<br>Réalisation        | 2022<br>Cible | 2022<br>Réalisation | 2023<br>Cible |
|---|-------|---------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein des deux ministères | %     | 8,37                | 8,37 résultat prévisionnel | 8,37          | 8,02                | 8,5           |

### Commentaires techniques

#### Mode de calcul :

- au numérateur : nombre d'agents appartenant à l'une des catégories des bénéficiaires de l'obligation légale d'emploi de travailleurs handicapés. Doivent être recensés tous les agents employés par les MTECT-MTE-SE MER, tous statuts confondus et appartenant à l'une des catégories de bénéficiaires de l'obligation légale d'emploi de travailleurs handicapés ;
- au dénominateur : effectif total des MTECT-MTE-SE MER correspondant à la moyenne de consommation des ETP sur l'année considérée.

### Source des données :

Les données sont collectées dans le cadre d'une enquête annuelle de recensement diligentée auprès des responsables de BOP du programme 217 et du service des retraites de l'État pour la population des allocataires temporaires d'invalidité (ATI).

## ANALYSE DES RÉSULTATS

### Indicateur 2.1 : « ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines »

Le résultat 2022 est stable par rapport à 2021 et inférieur à la prévision inscrite en PAP 2022.

Cette tendance est la conséquence de la réduction des effectifs support globaux au sein d'une diminution plus générale des effectifs du pôle ministériel.

La continuité de la dématérialisation d'un certain nombre de processus et le regroupement des acteurs de la chaîne de gestion et de paie contribuera à l'amélioration du ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines en 2023.

### Indicateur 2.2 : « taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein du pôle ministériel »

Comme chaque année, les résultats de l'année 2022 consolidés ne seront connus que fin avril 2023 lors de la validation des données déclarées par le pôle ministériel auprès du FIPHFP. Il est attendu un maintien des résultats.

L'année 2022 a été marquée par la signature d'un accord ministériel signé à l'unanimité des représentants du personnel le 21 avril 2022.

Le pôle ministériel s'est fixé dans cet accord des objectifs ambitieux visant à maintenir un haut degré d'exigence sur l'inclusion des personnes en situation de handicap. Le protocole fixe des actions à réaliser sur l'ensemble du parcours des agents : du recrutement à l'accompagnement en départ à la retraite. Il couvre la période 2022-2026.

L'année 2022 a été également l'occasion de négocier la nouvelle convention avec le FIPHFP qui couvre la période 2023-2026. Une hausse du budget destiné à l'accompagnement des personnes en situation de handicap a été actée dans ce nouveau document portant la part du FIPHFP de 2 M€ à 2,5 M€ outre la part employeur. Un fonds ministériel

dédié à l'innovation, à un appel à projet ainsi qu'à la prise en charge de dépenses non financées par le FIPHFP a enfin été mis en place en 2022. Son montant annuel s'élève à 300 000 €.

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

# Présentation des crédits et des dépenses fiscales

## 2022 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

### 2022 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total                                    | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|
| <i>Prévision LFI 2022</i>   |                                  |                                       |                                      |                                    |  |                                     |
| <i>Consommation 2022</i>  |                                  |                                       |                                      |                                    |  |                                     |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations  | 605 059 228<br>624 459 559       | 166 397 242<br>189 642 314            | 3 382 000<br>-945 142                | 10 979 965<br>11 649 781           | <b>785 818 435</b><br><b>824 806 512</b> | 787 213 935                         |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport  | 572 602 476<br>592 023 193       |                                       |                                      |                                    | <b>572 602 476</b><br><b>592 023 193</b> | 572 602 476                         |
| 09 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières"                            | 294                              |                                       |                                      |                                    | <b>0</b><br><b>294</b>                   | 0                                   |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"   | 191 817 142<br>201 522 059       |                                       |                                      |                                    | <b>191 817 142</b><br><b>201 522 059</b> | 191 817 142                         |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 266 892 032<br>272 289 238       |                                       |                                      |                                    | <b>266 892 032</b><br><b>272 289 238</b> | 266 892 032                         |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 655 632 033<br>646 268 917       |                                       |                                      |                                    | <b>655 632 033</b><br><b>646 268 917</b> | 655 632 033                         |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 255 432 514<br>263 042 596       |                                       |                                      |                                    | <b>255 432 514</b><br><b>263 042 596</b> | 255 432 514                         |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères  | 5 629 244                        |                                       |                                      |                                    | <b>0</b><br><b>5 629 244</b>             | 0                                   |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 10 205 502<br>20 179 399         |                                       |                                      |                                    | <b>10 205 502</b><br><b>20 179 399</b>   | 19 555 502                          |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 61 148 235<br>66 503 353         |                                       |                                      |                                    | <b>61 148 235</b><br><b>66 503 353</b>   | 61 148 235                          |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 2 563 432<br>2 560 348           | 964 149<br>2 212 244                  |                                      |                                    | <b>3 527 581</b><br><b>4 772 592</b>     | 5 527 581                           |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 1 455 251<br>1 300 100           | 509 158<br>480 838                    |                                      |                                    | <b>1 964 409</b><br><b>1 780 938</b>     | 1 964 409                           |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 14 609 197<br>15 244 014         | 4 168 545<br>3 969 769                |                                      | 112 363                            | <b>18 777 742</b><br><b>19 326 147</b>   | 18 777 742                          |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 360 879<br>48 454 136         |                                       |                                      |                                    | <b>50 360 879</b><br><b>48 454 136</b>   | 50 360 879                          |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>2 687 777 921</b>             | <b>172 039 094</b>                    | <b>3 382 000</b>                     | <b>10 979 965</b>                  | <b>2 874 178 980</b>                     | <b>2 886 924 480</b>                |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   | +9 863 479                       |                                       | +4 294 561 (hors titre 2)            |                                    | +14 158 040                              |                                     |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | +114 181 461                     |                                       | +4 249 109 (hors titre 2)            |                                    | +118 430 570                             |                                     |
| Total des AE ouvertes   | 2 811 822 861                    |                                       | 194 944 730 (hors titre 2)           |                                    | 3 006 767 590                            |                                     |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>2 759 476 450</b>             | <b>196 305 166</b>                    | <b>-945 142</b>                      | <b>11 762 144</b>                  | <b>2 966 598 617</b>                     |                                     |

## 2022 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI 2022<br/>Consommation 2022</i>            | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total                                    | Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|--|-------------------------------------|
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations  | 605 059 228<br>624 459 559       | 170 451 028<br>195 521 146            | 39 354 065<br>39 055 800             | 10 979 965<br>11 644 985           | <b>825 844 286</b><br><b>870 681 490</b> | 827 239 786<br>■                    |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport  | 572 602 476<br>592 023 193       |                                       |                                      |                                    | <b>572 602 476</b><br><b>592 023 193</b> | 572 602 476<br>■                    |
| 09 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières"                            | 294                              |                                       |                                      |                                    | <b>0</b><br><b>294</b>                   | 0<br>■                              |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"   | 191 817 142<br>201 522 059       |                                       |                                      |                                    | <b>191 817 142</b><br><b>201 522 059</b> | 191 817 142<br>■                    |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 266 892 032<br>272 289 238       |                                       |                                      |                                    | <b>266 892 032</b><br><b>272 289 238</b> | 266 892 032<br>■                    |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 655 632 033<br>646 268 917       |                                       |                                      |                                    | <b>655 632 033</b><br><b>646 268 917</b> | 655 632 033<br>■                    |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 255 432 514<br>263 042 596       |                                       |                                      |                                    | <b>255 432 514</b><br><b>263 042 596</b> | 255 432 514<br>■                    |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères  | 5 629 244                        |                                       |                                      |                                    | <b>0</b><br><b>5 629 244</b>             | 0<br>■                              |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 10 205 502<br>20 179 399         |                                       |                                      |                                    | <b>10 205 502</b><br><b>20 179 399</b>   | 19 555 502<br>■                     |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 61 148 235<br>66 503 353         |                                       |                                      |                                    | <b>61 148 235</b><br><b>66 503 353</b>   | 61 148 235<br>■                     |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 2 563 432<br>2 560 348           | 964 149<br>1 841 575                  |                                      |                                    | <b>3 527 581</b><br><b>4 401 923</b>     | 5 527 581<br>■                      |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 1 455 251<br>1 300 100           | 509 158<br>496 475                    |                                      |                                    | <b>1 964 409</b><br><b>1 796 575</b>     | 1 964 409<br>■                      |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 14 609 197<br>15 244 014         | 6 729 215<br>7 399 015                |                                      | 112 363                            | <b>21 338 412</b><br><b>22 755 392</b>   | 21 338 412<br>■                     |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 360 879<br>48 454 136         |                                       |                                      |                                    | <b>50 360 879</b><br><b>48 454 136</b>   | 50 360 879<br>■                     |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>2 687 777 921</b>             | <b>178 653 550</b>                    | <b>39 354 065</b>                    | <b>10 979 965</b>                  | <b>2 916 765 501</b>                     | <b>2 929 511 001</b>                |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP   | +9 863 479                       | +4 294 561 (hors titre 2)             |                                      |                                    | +14 158 040                              | ■                                   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP  | +114 181 461                     | +1 158 082 (hors titre 2)             |                                      |                                    | +115 339 543                             | ■                                   |
| Total des CP ouverts  | 2 811 822 861                    | 234 440 223 (hors titre 2)            |                                      |                                    | 3 046 263 084                            | ■                                   |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>2 759 476 450</b>             | <b>205 258 211</b>                    | <b>39 055 800</b>                    | <b>11 757 348</b>                  | <b>3 015 547 808</b>                     | ■                                   |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### 2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021  |                                  |                                       |                                      |                                    |   |                            |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations  | 597 071 187<br>630 630 818       | 183 369 669<br>160 477 967            | 1 603 507<br>625 589                 | 10 444 965<br>12 063 312           | 792 489 328                               | 793 681 328<br>803 797 686 |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport  | 578 061 566<br>573 125 948       |                                       |                                      |                                    | 578 061 566                               | 578 061 566<br>573 125 948 |
| 09 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières"                            | 118                              |                                       |                                      |                                    | 0   | 0<br>118                   |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"   | 184 990 251<br>177 205 937       |                                       |                                      |                                    | 184 990 251                               | 184 990 251<br>177 205 937 |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 264 890 074<br>278 649 659       |                                       |                                      |                                    | 264 890 074                               | 264 890 074<br>278 649 659 |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 645 135 124<br>585 857 519       | 2 923                                 |                                      |                                    | 645 135 124                               | 645 135 124<br>585 860 442 |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 245 717 254<br>255 910 088       |                                       |                                      |                                    | 245 717 254                               | 245 717 254<br>255 910 088 |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères  | 5 763 989                        |                                       |                                      |                                    | 0   | 0<br>5 763 989             |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 2 372 724<br>15 515 298          |                                       |                                      |                                    | 2 372 724                                 | 12 422 724<br>15 515 298   |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 59 021 984<br>61 606 508         |                                       |                                      |                                    | 59 021 984                                | 59 021 984<br>61 606 508   |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 2 579 807<br>2 632 942           | 971 424<br>2 052 084                  |                                      | 5 000                              | 3 551 231                                 | 6 051 231<br>4 690 026     |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 1 470 807<br>1 291 521           | 513 000<br>499 858                    |                                      |                                    | 1 983 807                                 | 1 983 807<br>1 791 379     |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 14 545 720<br>14 829 749         | 4 200 000<br>3 785 783                | 6 000                                | 2 500                              | 18 745 720                                | 18 745 720<br>18 624 032   |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 146 529<br>44 858 751         |                                       |                                      |                                    | 50 146 529                                | 50 146 529<br>44 858 751   |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>  | <b>2 646 003 027</b>             | <b>189 054 093</b>                    | <b>1 603 507</b>                     | <b>10 444 965</b>                  | <b>2 847 105 592</b>                      | <b>2 860 847 592</b>       |
| <b>Total des AE consommées</b>  | <b>2 647 878 844</b>             | <b>166 818 616</b>                    | <b>631 589</b>                       | <b>12 070 812</b>                  |   | <b>2 827 399 861</b>       |

#### 2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses d'investissement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021   |                                  |                                       |                                      |                                    |   |                            |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations   | 597 071 187<br>630 630 818       | 190 787 636<br>159 225 624            | 11 886 752<br>42 574 458             | 10 444 965<br>12 040 751           | 810 190 540                               | 811 382 540<br>844 471 651 |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport                                   | 578 061 566<br>573 125 948       |                                       |                                      |                                    | 578 061 566                               | 578 061 566<br>573 125 948 |
| 09 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières" | 118                              |                                       |                                      |                                    | 0   | 0<br>118                   |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"              | 184 990 251<br>177 205 937       |                                       |                                      |                                    | 184 990 251                               | 184 990 251<br>177 205 937 |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Présentation des crédits et des dépenses fiscales | Programme n° 217

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action  | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 5<br>Dépenses<br>d'investissement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
|---|-------------------------------------|--|---|---------------------------------------|---|----------------------------|
| <i>Prévision LFI 2021</i><br>Consommation 2021  |                                     |  |   |                                       |   |                            |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 264 890 074<br>278 649 659          |  |   |                                       | 264 890 074                               | 264 890 074<br>278 649 659 |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 645 135 124<br>585 857 519          | 2 923                                    |   |                                       | 645 135 124                               | 645 135 124<br>585 860 442 |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 245 717 254<br>255 910 088          |  |   |                                       | 245 717 254                               | 245 717 254<br>255 910 088 |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères  | 5 763 989                           |  |   |                                       | 0   | 0<br>5 763 989             |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 2 372 724<br>15 515 298             |  |   |                                       | 2 372 724                                 | 12 422 724<br>15 515 298   |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 59 021 984<br>61 606 508            |  |   |                                       | 59 021 984                                | 59 021 984<br>61 606 508   |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 2 579 807<br>2 632 942              | 971 424<br>2 307 790                     |   | 5 000                                 | 3 551 231                                 | 6 051 231<br>4 945 732     |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 1 470 807<br>1 291 521              | 513 000<br>535 821                       |   |                                       | 1 983 807                                 | 1 983 807<br>1 827 341     |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 14 545 720<br>14 829 749            | 6 760 670<br>7 546 957                   | 1 116                                   | 83 296                                | 21 306 390                                | 21 306 390<br>22 461 118   |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 146 529<br>44 858 751            |  |   |                                       | 50 146 529                                | 50 146 529<br>44 858 751   |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>   | <b>2 646 003 027</b>                | <b>199 032 730</b>                       | <b>11 886 752</b>                       | <b>10 444 965</b>                     | <b>2 867 367 474</b>                      | <b>2 881 109 474</b>       |
| <b>Total des CP consommés</b>   | <b>2 647 878 844</b>                | <b>169 619 114</b>                       | <b>42 575 574</b>                       | <b>12 129 047</b>                     |   | <b>2 872 202 580</b>       |

### PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                      |                        | Crédits de paiement   |                      |                       |
|---|----------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
|   | Consommées*<br>en 2021     | Ouvertes<br>en 2022  | Consommées*<br>en 2022 | Consommés*<br>en 2021 | Ouverts<br>en 2022   | Consommés*<br>en 2022 |
| <b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>                    | <b>2 647 878 844</b>       | <b>2 687 777 921</b> | <b>2 759 476 450</b>   | <b>2 647 878 844</b>  | <b>2 687 777 921</b> | <b>2 759 476 450</b>  |
| Rémunérations d'activité                                  | 1 559 745 132              | 1 569 933 099        | 1 658 909 599          | 1 559 745 132         | 1 569 933 099        | 1 658 909 599         |
| Cotisations et contributions sociales                     | 1 069 164 660              | 1 089 949 346        | 1 074 832 948          | 1 069 164 660         | 1 089 949 346        | 1 074 832 948         |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 18 969 053                 | 27 895 476           | 25 733 903             | 18 969 053            | 27 895 476           | 25 733 903            |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>               | <b>166 818 616</b>         | <b>172 039 094</b>   | <b>196 305 166</b>     | <b>169 619 114</b>    | <b>178 653 550</b>   | <b>205 258 211</b>    |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 115 778 182                | 125 288 021          | 122 253 109            | 118 576 230           | 131 902 477          | 131 205 321           |
| Subventions pour charges de service public                | 51 040 434                 | 46 751 073           | 74 052 057             | 51 042 884            | 46 751 073           | 74 052 890            |
| <b>Titre 5 – Dépenses d'investissement</b>                | <b>631 589</b>             | <b>3 382 000</b>     | <b>-945 142</b>        | <b>42 575 574</b>     | <b>39 354 065</b>    | <b>39 055 800</b>     |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 233 604                    | 3 382 000            | -945 142               | 42 286 896            | 39 354 065           | 38 725 267            |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État     | 397 985                    | 0                    | 0                      | 288 679               | 0                    | 330 533               |
| <b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>                  | <b>12 070 812</b>          | <b>10 979 965</b>    | <b>11 762 144</b>      | <b>12 129 047</b>     | <b>10 979 965</b>    | <b>11 757 348</b>     |
| Transferts aux ménages                                    | 26 749                     | 0                    | 8 612                  | 28 869                | 0                    | 21 183                |
| Transferts aux entreprises                                | 957 390                    | 0                    | 0                      | 963 000               | 0                    | 0                     |
| Transferts aux autres collectivités                       | 11 086 672                 | 10 979 965           | 11 753 532             | 11 137 178            | 10 979 965           | 11 736 164            |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

| Titre et catégorie                      | Autorisations d'engagement |                      |                      | Crédits de paiement  |                      |                      |
|---|----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
|   | Consommées* en 2021        | Ouvertes en 2022     | Consommées* en 2022  | Consommés* en 2021   | Ouverts en 2022      | Consommés* en 2022   |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>            |                            | <b>2 874 178 980</b> |                      |                      | <b>2 916 765 501</b> |                      |
| Ouvertures et annulations* en titre 2   |                            | +124 044 940         |                      |                      | +124 044 940         |                      |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2 |                            | +8 543 671           |                      |                      | +5 452 643           |                      |
| <b>Total*</b>                           | <b>2 827 399 861</b>       | <b>3 006 767 590</b> | <b>2 966 598 617</b> | <b>2 872 202 580</b> | <b>3 046 263 084</b> | <b>3 015 547 808</b> |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                          |                   | Crédits de paiement |                         |                   |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|
|                            | Ouvertes en 2021           | Prévues en LFI pour 2022 | Ouvertes en 2022  | Ouverts en 2021     | Prévus en LFI pour 2022 | Ouverts en 2022   |
| Dépenses de personnel      | 11 516 114                 | 9 350 000                | 9 863 479         | 11 516 114          | 9 350 000               | 9 863 479         |
| Autres natures de dépenses | 5 369 555                  | 3 395 500                | 4 294 561         | 5 369 555           | 3 395 500               | 4 294 561         |
| <b>Total</b>               | <b>16 885 669</b>          | <b>12 745 500</b>        | <b>14 158 040</b> | <b>16 885 669</b>   | <b>12 745 500</b>       | <b>14 158 040</b> |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

### ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

| Mois de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/2022           |                            | 68 280           |                     | 68 280           |                            |               |                     |               |
| 03/2022           |                            | 6 469            |                     | 6 469            |                            |               |                     |               |
| 04/2022           |                            | 13 939           |                     | 13 939           |                            |               |                     |               |
| 05/2022           |                            | 8 200            |                     | 8 200            |                            |               |                     |               |
| 06/2022           |                            | 4 174            |                     | 4 174            |                            |               |                     |               |
| 07/2022           |                            | 1 412 199        |                     | 1 412 199        |                            |               |                     |               |
| 08/2022           |                            | 7 588            |                     | 7 588            |                            |               |                     |               |
| 09/2022           |                            | 1 617            |                     | 1 617            |                            |               |                     |               |
| 10/2022           |                            | 34 816           |                     | 34 816           |                            |               |                     |               |
| 11/2022           |                            | 4 104            |                     | 4 104            |                            |               |                     |               |
| 12/2022           |                            | 13 422           |                     | 13 422           |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>1 574 808</b> |                     | <b>1 574 808</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

| Mois de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/2022           | 88 145                     | 28 700           | 88 145              | 28 700           |                            |               |                     |               |
| 03/2022           | 658 573                    | 451 027          | 658 573             | 451 027          |                            |               |                     |               |
| 04/2022           | 626 234                    |                  | 626 234             |                  |                            |               |                     |               |
| 05/2022           | 1 005 199                  |                  | 1 005 199           |                  |                            |               |                     |               |
| 06/2022           | 700 091                    | 1 600 000        | 700 091             | 1 600 000        |                            |               |                     |               |
| 07/2022           | 1 156 620                  | 20 000           | 1 156 620           | 20 000           |                            |               |                     |               |
| 08/2022           | 1 608 393                  |                  | 1 608 393           |                  |                            |               |                     |               |
| 09/2022           | 122 600                    |                  | 122 600             |                  |                            |               |                     |               |
| 10/2022           | 1 815 149                  |                  | 1 815 149           |                  |                            |               |                     |               |
| 11/2022           | 763 559                    | 220 000          | 763 559             | 220 000          |                            |               |                     |               |
| 12/2022           | 723 228                    | 1 090 000        | 723 228             | 1 090 000        |                            |               |                     |               |
| 01/2023           | 595 687                    | 40 000           | 595 687             | 40 000           |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>9 863 479</b>           | <b>3 449 727</b> | <b>9 863 479</b>    | <b>3 449 727</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 25/10/2022        | 12 247 365                 |               | 12 247 365          |               |                            |               |                     |               |
| 06/12/2022        | 97 811 769                 |               | 97 811 769          |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>110 059 134</b>         |               | <b>110 059 134</b>  |               |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 25/01/2022        |                            | 16 752        |                     |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>16 752</b> |                     |               |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

| Date de signature | Ouvertures                 |                |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|----------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 02/02/2022        |                            | 699 914        |                     | 1 118 769        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>699 914</b> |                     | <b>1 118 769</b> |                            |               |                     |               |



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 28/02/2022        |                            | 1 187 101        |                     | 5 704 752        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>1 187 101</b> |                     | <b>5 704 752</b> |                            |               |                     |               |

### DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                |                     |                |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|----------------|---------------------|----------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                | Crédits de paiement |                |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres  | Titre 2             | Autres titres  |
| 14/12/2022        |                            |               |                     |               |                            | 20 928         |                     | 20 928         |
| 03/02/2023        |                            |               |                     |               |                            | 709 046        |                     | 709 046        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>729 974</b> |                     | <b>729 974</b> |

### DÉCRETS D'AVANCE

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                  |                     |                  |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    |
| 07/04/2022        |                            |               |                     |               |                            | 6 213 320        |                     | 6 213 320        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               |                            | <b>6 213 320</b> |                     | <b>6 213 320</b> |

### DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2022        | 446 485                    | 2 109 092        | 446 485             | 2 015 092        |                            |               |                     |               |
| 02/12/2022        | 3 675 842                  | 166 250          | 3 675 842           | 166 250          |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>4 122 327</b>           | <b>2 275 342</b> | <b>4 122 327</b>    | <b>2 181 342</b> |                            |               |                     |               |

### DÉCRETS DE VIREMENT

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/06/2022        |                            | 70 000        |                     | 70 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>70 000</b> |                     | <b>70 000</b> |                            |               |                     |               |

**LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES**

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |                  |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |                  |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres    |
| 16/08/2022        |                            | 6 213 320        |                     | 6 213 320        |                            |               |                     |                  |
| 01/12/2022        |                            |                  |                     |                  |                            |               |                     | 7 916 781        |
| <b>Total</b>      |                            | <b>6 213 320</b> |                     | <b>6 213 320</b> |                            |               |                     | <b>7 916 781</b> |

**TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)**

|                      | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |                  |                     |                   |
|----------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                   |
|                      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres     |
| <b>Total général</b> | <b>124 044 940</b>         | <b>15 486 965</b> | <b>124 044 940</b>  | <b>20 312 718</b> |                            | <b>6 943 294</b> |                     | <b>14 860 075</b> |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

### ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

#### Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2022 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2022. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2022.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

#### DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |  | Chiffrage définitif 2021 | Chiffrage initial 2022 | Chiffrage actualisé 2022 |
|--|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 520111   | <b>Exonération des dons et legs consentis à des associations d'utilité publique de protection de l'environnement et de défense des animaux</b><br>Mutations à titre gratuit<br><i>Bénéficiaires 2020 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1923 - Dernière modification : 2020 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 795-4°</i> | 1                        | 1                      | 1                        |
| <b>Total</b>   |  | <b>1</b>                 | <b>1</b>               | <b>1</b>                 |

#### DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire |   | Chiffrage définitif 2021 | Chiffrage initial 2022 | Chiffrage actualisé 2022 |
|---|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 140104  | <b>Exonération des intérêts des livrets de développement durable</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2020 : 24500000 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1983 - Dernière modification : 2006 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 157-9° quater</i> | 54                       | 56                     | 56                       |
| <b>Total</b>  |   | <b>54</b>                | <b>56</b>              | <b>56</b>                |



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

# Justification au premier euro

## Éléments transversaux au programme

### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i>                      | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations  | 605 059 228<br>624 459 559            | 180 759 207<br>200 346 953 | 787 213 935<br>824 806 512 | 605 059 228<br>624 459 559            | 220 785 058<br>246 221 931 | 827 239 786<br>870 681 490 |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport  | 572 602 476<br>592 023 193            |                            | 572 602 476<br>592 023 193 | 572 602 476<br>592 023 193            |                            | 572 602 476<br>592 023 193 |
| 09 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières"                            | 294                                   |                            | 0<br>294                   | 294                                   |                            | 0<br>294                   |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"   | 191 817 142<br>201 522 059            |                            | 191 817 142<br>201 522 059 | 191 817 142<br>201 522 059            |                            | 191 817 142<br>201 522 059 |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 266 892 032<br>272 289 238            |                            | 266 892 032<br>272 289 238 | 266 892 032<br>272 289 238            |                            | 266 892 032<br>272 289 238 |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 655 632 033<br>646 268 917            |                            | 655 632 033<br>646 268 917 | 655 632 033<br>646 268 917            |                            | 655 632 033<br>646 268 917 |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 255 432 514<br>263 042 596            |                            | 255 432 514<br>263 042 596 | 255 432 514<br>263 042 596            |                            | 255 432 514<br>263 042 596 |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères  | 5 629 244                             |                            | 0<br>5 629 244             | 5 629 244                             |                            | 0<br>5 629 244             |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 10 205 502<br>20 179 399              |                            | 19 555 502<br>20 179 399   | 10 205 502<br>20 179 399              |                            | 19 555 502<br>20 179 399   |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 61 148 235<br>66 503 353              |                            | 61 148 235<br>66 503 353   | 61 148 235<br>66 503 353              |                            | 61 148 235<br>66 503 353   |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 2 563 432<br>2 560 348                | 964 149<br>2 212 244       | 5 527 581<br>4 772 592     | 2 563 432<br>2 560 348                | 964 149<br>1 841 575       | 5 527 581<br>4 401 923     |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 1 455 251<br>1 300 100                | 509 158<br>480 838         | 1 964 409<br>1 780 938     | 1 455 251<br>1 300 100                | 509 158<br>496 475         | 1 964 409<br>1 796 575     |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 14 609 197<br>15 244 014              | 4 168 545<br>4 082 132     | 18 777 742<br>19 326 147   | 14 609 197<br>15 244 014              | 6 729 215<br>7 511 378     | 21 338 412<br>22 755 392   |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 360 879<br>48 454 136              |                            | 50 360 879<br>48 454 136   | 50 360 879<br>48 454 136              |                            | 50 360 879<br>48 454 136   |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>2 687 777 921</b>                  | <b>186 401 059</b>         | <b>2 874 178 980</b>       | <b>2 687 777 921</b>                  | <b>228 987 580</b>         | <b>2 916 765 501</b>       |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  | +124 044 940                          | +8 543 671                 | +132 588 610               | +124 044 940                          | +5 452 643                 | +129 497 583               |
| Total des crédits ouverts   | 2 811 822 861                         | 194 944 730                | 3 006 767 590              | 2 811 822 861                         | 234 440 223                | 3 046 263 084              |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>2 759 476 450</b>                  | <b>207 122 168</b>         | <b>2 966 598 617</b>       | <b>2 759 476 450</b>                  | <b>256 071 359</b>         | <b>3 015 547 808</b>       |
| Crédits ouverts - crédits consommés   | +52 346 411                           | -12 177 438                | +40 168 973                | +52 346 411                           | -21 631 135                | +30 715 276                |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

Total des autorisations de fongibilité asymétrique délivrées au programme : 27 551 331 €.

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                      | Crédits de paiement  |                    |                      |
|-------------|----------------------------|--------------------|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total                | Titre 2              | Autres titres      | Total                |
| PLF         | 2 690 733 623              | 187 257 104        | 2 877 990 727        | 2 690 733 623        | 229 843 625        | 2 920 577 248        |
| Amendements | -2 955 702                 | -856 045           | -3 811 747           | -2 955 702           | -856 045           | -3 811 747           |
| <b>LFI</b>  | <b>2 687 777 921</b>       | <b>186 401 059</b> | <b>2 874 178 980</b> | <b>2 687 777 921</b> | <b>228 987 580</b> | <b>2 916 765 501</b> |

### Crédits de titre 2 :

Pour le titre 2 du programme 217, le montant des ressources prévues dans le projet annuel de performances du programme 217 annexé au PLF 2022 était de **2 877 990 727 €**.

Par rapport au projet de loi de finances, l'amendement AN n° 935 est venu minorer les dépenses de **2 955 702 €**, décomposés comme suit :

- 280 672 € au titre du transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de 2 ETPT à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » afin de renforcer les moyens du Haut conseil pour le climat ;
- 2 373 531 € correspondant aux montants de droit à compensation relatifs au transfert de la gestion des routes et des personnels de la collectivité européenne d'Alsace (CEA) et de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) ;
- 168 238 € correspondant à un effectif de 2 ETPT, dans le cadre du droit à compensation accordé au titre du transfert des services du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires chargés de la gestion des ports départementaux et des ports d'intérêt national, en application des dispositions de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL), notamment ses articles 30, 104 et 121 ;
- 133 261 € au titre de l'ajustement de la compensation aux départements du transfert des services de l'équipement en application de l'article 7 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985.

### Crédits hors titre 2 :

Le montant des ressources hors titre 2 prévues dans le projet annuel de performances annexé au PLF 2022 était de **187 257 104 € en AE et 229 843 625 € en CP**.

L'amendement AN n° II-935 a minoré les crédits de **856 045 €** :

- 27 354 € afin de tenir compte de plusieurs mesures d'ajustements de montant de droit à la compensation relatifs aux transferts de la gestion des routes et des personnels de la collectivité européenne d'Alsace (CeA) et de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) ;
- 828 691 € au titre de la mise en œuvre du plan d'économies sur les achats de l'État.

## JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Au cours de la gestion 2022, le programme 217 a été modifié par les mouvements réglementaires suivants :

### 1) Arrêtés de reports (crédits hors titre 2)

- arrêté du 25 janvier 2022 portant report de crédits (autorisations d'engagement affectées mais non engagées – AENE) : 16 752 € en AE ;
- arrêté du 2 février 2022 portant report de crédits (fonds de concours) : 699 914 € en AE et 1 118 769 € en CP ;
- arrêté du 28 février 2022 portant report de crédits (reports généraux) : 1 187 101 € en AE et 5 704 752 en CP.

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

Programme n° 217 | Justification au premier euro

**2) Décret n° 2022-934 du 27 juin 2022 portant transferts de crédits : +2 555 577 € en AE et +2 461 577 € en CP (dont +446 485 € en titre 2) et 18 ETPT**Pour les crédits de titre 2 :

- transfert entrant de 458 333 € et 8 ETPT en provenance du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (programme 147 « Politique de la ville ») au titre de la mise à disposition des agents exerçant les fonctions de délégués du préfet ;
- transfert entrant de 67 202 € et 1 ETPT en provenance du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ») au titre du financement du système d'information de la pêche maritime et de l'aquaculture ;
- transfert entrant de 924 650 € et 12 ETPT en provenance du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ») au titre de la mise en place de direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA) ;
- transfert entrant de 482 616 € en provenance du ministère de la transformation et de la fonction publiques (programme 349 « Fonds pour la transformation de l'action publique ») au titre du financement de deux projets, « Dématérialisation des autorisations d'urbanisme » et « Prévention des impayés locatifs ». Le transfert en gestion ne porte pas de transfert d'effectifs ;
- transfert sortant de 1 293 996 € à destination du ministère de l'intérieur et des outre-mer (programme 354 « Administration territoriale de l'État ») au titre du financement de la régularisation de paye (indemnité spécifique de service) pour des agents transférés dans le cadre des secrétariats généraux communs départementaux. Le transfert en gestion ne porte pas de transfert d'effectifs ;
- transfert sortant de 188 570 € et 3 ETPT à destination du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ») au titre du financement du système d'information de l'eau ;
- transfert sortant de 3 750 € à destination du programme 112 hors titre 2 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » au titre du financement partiel d'un poste de chargé de communication de la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (Suera) à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Pour les crédits hors titre 2 :

- transfert entrant de 41 488 € en AE et en CP en provenance du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ») au titre des mesures reconventionnelles 2022 issues de la loi de programmation de la recherche pour l'ENPC et l'ENTPE ;
- transfert entrant de 2 399 960 € en AE et en CP en provenance du ministère programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » pour le financement des espaces France Services ;
- transfert sortant de 250 000 € en AE et en CP à destination du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde ») au titre du Forum de Paris sur la paix 2022 ;
- transfert sortant de 28 837 € en AE et en CP à destination du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (programme 149 « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ») pour le financement d'une dépense de la CNDP, prise en charge à tort en 2021 par le ministère de l'agriculture ;
- transfert sortant de 84 374 € en AE et en CP à destination du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières ») pour le financement d'une campagne de communication relative au développement de la marque « Choisir le service public » ;
- transfert sortant de 200 000 € en AE et en CP à destination du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières ») au titre du financement des prestations sociales collectives servies aux agents de l'ex-direction de l'action régionale de la qualité et de la sécurité industrielle (DARQSI) ;
- divers transferts au titre des prestations informatiques mutualisées, pour un solde de +230 855 € en AE et +136 855 € en CP.

**3) Décret n° 2022-935 du 27 juin 2022 portant virement de crédits :**

- virement entrant de 70 000 € en AE et en CP en provenance du programme 181 « Prévention des risques » au titre du financement du fonctionnement et des expertises du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels.

**4) Décret n° 2022-1512 du 2 décembre 2022 portant transferts de crédits : 3 842 092 € en AE et en CP (dont 3 675 842 € de crédits de titre 2) et 13,67 ETPT**

Pour les crédits de titre 2 :

- transfert entrant de 721 323 € et 8 ETPT en provenance du ministère de la culture (programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ») au titre des dépenses de personnel d'agents à statut développement durable exerçant leurs fonctions au sein de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques ;
- transfert entrant de 382 500 € et 6 ETPT en provenance du programme 147 « Politique de la ville » au titre de la mise à disposition des agents exerçant les fonctions de délégués du préfet ;
- transfert entrant de 160 000 € en provenance du ministère de la transformation et de la fonction publiques (programme 352 « Innovation et transformation numérique ») au titre du financement d'entrepreneurs d'intérêt général (EIG). Le transfert en gestion ne porte pas de transfert d'effectifs ;
- transfert entrant de 2 441 039 € en provenance du ministère de la transformation et de la fonction publiques (programme 351 « Fonds d'accompagnement interministériel ressources humaines ») au titre du financement de l'accompagnement des réorganisations du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires. Le transfert en gestion ne porte pas de transfert d'effectifs ;
- transfert sortant 29 020 € et 0,33 ETPT à destination du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État ») au titre du financement du centre de gestion financière d'administration centrale ;

Pour les crédits hors titre 2 :

- transfert entrant de 180 000 € en AE et en CP en provenance du ministère de la transformation et de la fonction publiques (programme 352 « Innovation et transformation numérique ») destiné au recrutement de neuf entrepreneurs d'intérêt général par le CEREMA et l'IGN ;
- transfert entrant de 37 600 € en AE et CP en provenance du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (programme 231 « Vie étudiante ») destiné au versement d'une aide exceptionnelle de solidarité aux étudiants boursiers des écoles du pôle ministériel ;
- transfert sortant de 51 350 € en AE et en CP à destination du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières ») au titre du remboursement au ministère chargé des finances de dépenses d'action sociale.

**5) Décret n° 2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance :**

- annulation de crédits hors titre 2 à hauteur de 6 213 320 € en AE et en CP.

**6) Arrêté du 25 octobre 2022 portant répartition de crédits : 12 247 365 € de crédits de titre 2 ouverts pour le financement des mesures suivantes :**

- mesures statutaires pour les catégories C (3,56 M€ dont 2,3 M€ hors CAS pensions) ;
- actions de convergence indemnitaire pour les catégories A et B de la filière administrative (7,1 M€).
- revalorisation des débuts de carrière de la catégorie B à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 (0,33 M€) ;
- aide exceptionnelle « inflation » (1,04 M€) ;
- minimum de traitement fixé au 1<sup>er</sup> octobre à l'indice majoré 340 correspondant à l'indice brut 367 afin d'éviter que certains agents de la fonction publique ne soient rémunérés en dessous du seuil du Smic (0,2 M€).

**7) arrêté du 6 décembre 2022 :** dans le cadre des opérations de fin de gestion, suite à la pré-liquidation de la paye du mois de décembre, 97 811 769 € de crédits de titre 2 ont été ouverts sur le programme 217 pour le financement partiel des mesures suivantes :

- revalorisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique de 3,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2022 annoncée lors du rendez-vous salarial 2022, y compris pour les marins du commerce et les ouvriers des parcs et ateliers (OPA) ;
- versement des droits relatifs à l'indemnité spécifique de service et l'indemnité spéciale (soldes ISS) ;



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

- création d'une allocation forfaitaire annuelle au bénéfice des agents de l'État exerçant les fonctions de maître d'apprentissage;
- mise en œuvre d'une allocation forfaitaire de télétravail instituée par le décret n° 2021-11 du 26 août 2021, aux fins de recouvrement d'une partie des frais occasionnés par le télétravail à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021 et prévoyant un versement trimestriel aux agents en télétravail en 2022.

### 8) Lois de finances rectificatives :

- loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 : +6 213 320 € en AE et en CP (hors titre 2) ;
- loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022 : -7 916 781 € en CP (hors titre 2).

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Sur le titre 2, les fonds de concours se sont élevés à 9,86 M€ et s'expliquent par le dispositif de remboursement de la masse salariale des ouvriers des parcs et ateliers de l'État (OPA) mis à disposition des collectivités dans le cadre de la loi n° 2009-1291.

Hors titre 2, les fonds de concours et attributions de produits se sont élevés à 4 294 561 € en AE et en CP se décomposent comme suit :

- participation de la commission européenne à des études : 28 700 € en AE et en CP ;
- participations diverses à des actions de communication et de formation : 2 831 572 € en AE et en CP ;
- fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique : 398 527 € en AE et en CP ;
- investissements d'avenir (transition numérique de l'État et modernisation de l'action publique) : 150 000 € en AE et en CP ;
- contributions au One Planet Summit : 20 000 € en AE et en CP ;
- vente de publications, de documents divers, d'espaces publicitaires et de l'organisation ou la participation à des colloques, conférences, séminaires, salons et locations de salles ou d'espaces : 48 962 € en AE et en CP ;
- produits des cessions de biens mobiliers : 77 110 € en AE et en CP ;
- rémunération de prestations fournies par les services et les écoles du ministère : 739 690 € en AE et en CP.

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                  |                   | Crédits de paiement |                  |                   |
|--|----------------------------|------------------|-------------------|---------------------|------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres    | Total             | Titre 2             | Autres titres    | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 13 438 890                 | 6 213 320        | 19 652 210        | 13 438 890          | 7 916 781        | 21 355 671        |
| Surgels  | 0                          | 6 213 320        | 6 213 320         | 0                   | 6 213 320        | 6 213 320         |
| Dégels   | 0                          | 0                | 0                 | 0                   | 0                | 0                 |
| Annulations / réserve en cours de gestion  | 0                          | -6 213 320       | -6 213 320        | 0                   | -6 213 320       | -6 213 320        |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>13 438 890</b>          | <b>6 213 320</b> | <b>19 652 210</b> | <b>13 438 890</b>   | <b>7 916 781</b> | <b>21 355 671</b> |

### Réserve de précaution hors titre 2 :

Le montant des crédits hors titre 2 mis en réserve s'est élevé à 6 213 320 € en AE et 7 916 781 € en CP (réserve initiale).

Cette mise en réserve a été modifiée par les mouvements suivants au cours de la gestion 2022 :

- décret n° 2022-512 du 7 avril 2022 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance : -6 213 320 € en AE et en CP ;
- loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 : +6 213 320 € en AE et en CP ;
- loi n° 2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 de finances rectificative pour 2022 : -7 916 781 € en CP.

En fin de gestion, la LFR a annulé 7 916 781 € en CP. Les 6 213 320 € en AE ont finalement été dégelés pour permettre l'engagement du marché d'électricité pour 2023.

### Fongibilité :

La fongibilité asymétrique d'un montant de 27 551 331 € en AE et en CP a permis de financer des mesures RH pour les opérateurs du pôle ministériel.

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

### EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2021<br>(1) | Réalisation 2021<br>(2) | LFI + LFR 2022<br>(3) | Transferts de gestion 2022<br>(4) | Réalisation 2022<br>(5) | Écart à LFI + LFR 2022 (après transferts de gestion)<br>(5 - (3 + 4)) |
|---------------------|-----------------------------------|-------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|---|
| 1052 – Catégorie A  | +51,91                            | 11 900,98               | 11 982,00             | +23,67                            | 11 906,26               | -99,41  |
| 1053 – Catégorie B  | +75,65                            | 13 293,56               | 13 635,00             | +5,00                             | 13 227,82               | -412,18   |
| 1054 – Catégorie C  | +107,47                           | 10 664,66               | 9 587,00              | +3,00                             | 9 754,09                | +164,09   |
| <b>Total</b>        | <b>+235,03</b>                    | <b>35 859,20</b>        | <b>35 204,00</b>      | <b>+31,67</b>                     | <b>34 888,17</b>        | <b>-347,50</b>  |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI<br>(6) | Mesures de transfert en LFI<br>(7) | Corrections techniques<br>(8) | Impact des schémas d'emplois pour 2022<br>(5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1052 – Catégorie A  | 0,00                               | +20,00                             | +55,57                        | -42,05  | +31,04   | -73,09  |
| 1053 – Catégorie B  | 0,00                               | +41,00                             | +262,98                       | -299,07   | -122,84  | -176,23                                       |
| 1054 – Catégorie C  | 0,00                               | -5,00                              | -532,38                       | -268,72   | -83,45   | -185,27                                       |
| <b>Total</b>        | <b>0,00</b>                        | <b>+56,00</b>                      | <b>-213,83</b>                | <b>-609,84</b>  | <b>-175,25</b>   | <b>-434,59</b>                                |

La colonne « LFI-LFR 2022 » mentionne le plafond d'autorisations d'emplois du programme 217 du pôle ministériel MTECT-MTE-SE Mer en LFR 2022.

Les mesures de transfert en LFI qui ont été recensées en colonne 7 correspondent à :

- **54 ETPT entrants** au bénéfice de l'action 11 (personnels relevant du ministère de la mer) et de l'action 7 (crédits d'action sociale) en provenance du programme 302 « Facilitation et sécurisation des échanges » de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, correspondant au transfert lié à la francisation des navires et du droit annuel de francisation et de navigation ;

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

Programme n° 217 | Justification au premier euro

- **12 ETPT entrants** au bénéfice de l'action 7 (pilotage, support, audit et évaluations) en provenance du programme 124 « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » des ministères en charge des solidarités et de la santé, correspondant au transfert lié à la création du service public de la rue au logement (SPRULO) ;
- **6 ETPT sortants** depuis l'action 15 (personnels œuvrant pour les politiques du programme urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat) vers le programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, correspondant au transfert de la liquidation des taxes d'urbanisme à la direction générale des finances publiques (DGFIP) ;
- **5 ETPT sortants** depuis l'action 7 (pilotage, support, audit et évaluations) vers le programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires correspondant au transfert de la gestion des corps des agents techniques et techniciens de l'environnement (ATE/TE) ;
- **4 ETPT entrants** au bénéfice de l'action 11 (personnels relevant du ministère de la mer) en provenance du programme 141 « Enseignement scolaire public du second degré » du ministère de l'éducation nationale, et de la jeunesse, correspondant au transfert d'emplois au bénéfice des lycées professionnels maritimes ;
- **4 ETPT sortants** depuis l'action 16 (personnels œuvrant pour les politiques du programme « Politiques de la prévention des risques ») vers le programme 206 « Sécurité et qualités sanitaires » du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire correspondant au transfert des missions du Haut conseil des biotechnologies (HCB) ;
- **3 ETPT sortants** depuis l'action 8 (personnel œuvrant pour les politiques de transport) vers le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » du ministère de l'intérieur et des outre-mer correspondant au déploiement des contrôles de sanctions automatisées dans les zones à faibles émissions ;
- **2 ETPT entrants** au bénéfice de l'action 11 (personnels relevant du ministère de la mer) en provenance du programme 354 « Administration générale et territoriale de l'État » du ministère de l'intérieur et des outre-mer, correspondant au transfert des emplois fonctionnels à la direction de la mer et du littoral de Corse (DML) ;
- **1 ETPT entrant** au bénéfice de l'action 16 (personnels œuvrant pour les politiques du programme « politiques de la prévention des risques ») en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, correspondant au transfert lié aux suites de la délégation interministérielle aux risques majeurs outre-mer (DIRMOM) ;
- **1 ETPT entrant** au bénéfice de l'action 11 (personnels relevant du ministère de la mer) en provenance du programme 159 « Expertise, information géographique et météorologie », correspondant au transfert lié aux missions d'affectataire des fréquences des ports, de la navigation maritime et fluviale (PNM) auparavant effectuées par le CEREMA.

Les colonnes 9 et 10 correspondent aux effets des schémas d'emplois 2021 et 2022 du programme 217 sur l'année 2022.

La correction technique présentée en colonne 8 recouvre :

- l'ajustement de la ventilation des effectifs d'ouvriers des parcs et ateliers entre les catégories A, B et C. En effet, cette répartition est actualisée chaque année en fonction de l'évolution des coûts moyens de ces différentes catégories au regard des agents effectivement gérés ;
- les effets du repyramidage liés aux promotions.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi | Sorties         | dont départs<br>en retraite | Mois<br>moyen<br>des sorties | Entrées         | dont primo<br>recrutements | Mois<br>moyen<br>des entrées | Schéma<br>d'emplois |                |
|--------------------|-----------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------|----------------------------|------------------------------|---------------------|----------------|
|                    |                 |                             |                              |                 |                            |                              | Réalisation         | Prévision PAP  |
| 1052 – Catégorie A | 1 155,00        | 258,00                      | 6,62                         | 1 149,00        | 904,00                     | 7,35                         | -6,00               | -25,00         |
| 1053 – Catégorie B | 1 284,00        | 542,00                      | 6,61                         | 1 160,00        | 816,00                     | 7,75                         | -124,00             | -70,00         |
| 1054 – Catégorie C | 1 032,00        | 475,00                      | 6,54                         | 848,00          | 561,00                     | 7,76                         | -184,00             | -131,00        |
| <b>Total</b>       | <b>3 471,00</b> | <b>1 275,00</b>             |                              | <b>3 157,00</b> | <b>2 281,00</b>            |                              | <b>-314,00</b>      | <b>-226,00</b> |

## FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES

Dans le rapport annuel de performance ne sont pas comptabilisés les flux constatés pour les effectifs transférés aux collectivités, pour lesquels on n'observe que des flux sortants (action 22), ni les flux d'emplois temporaires (vacataires consommant le plafond d'emplois) qui par nature se neutralisent en entrée et en sortie sur l'année et ne sont donc pas inclus dans le schéma d'emplois arrêté en LFI. Ces flux ne comprennent pas non plus les flux d'apprentis qui ne décomptent pas des plafonds et schémas d'emplois. Par ailleurs, les flux sont présentés et analysés hors changement de catégorie d'emplois (concours interne, liste d'aptitude, examen professionnel, etc.).

Le schéma d'emplois prévu dans le projet annuel de performance pour l'année 2022 (-226 ETP : -25 A, -70 B et -131C) a été allégé en gestion pour prendre en compte le report de la sur-exécution 2021(+24 ETP), des renforts accordés à la DGAMPA (+2 ETP) et à la DGEC pour la task-force « résilience » (+11 ETP) et le gage partiel de des renforts accordés à l'ADEME (-20 ETP) et à l'ASN (-2 ETP).

*In fine*, le schéma d'emploi adopté en gestion pour l'année 2022 s'établit à -211 ETP

## ENTRÉES

Les entrées au titre des primo-recrutements (concours externes, recrutements sur titre, recrutements de travailleurs handicapés, etc.) ont été réalisées à hauteur de 1 203 ETP. De la même façon, 1 078 mobilités interministérielles entrantes ont été réalisées, ainsi que 876 autres entrées (réintégrations).

## SORTIES

Les départs à la retraite constatés s'élèvent à 1 275 ETP, représentant un taux de 3,6 % des effectifs du pôle ministériel, en baisse par rapport au taux de départs à la retraite de 2021 (3,9 % soit 1 381 ETP).

## VOLUME ET STRUCTURE DES EMPLOIS

Sur le programme 217, les emplois disponibles en gestion s'élevaient à 35 236 ETPT. Le périmètre de gestion prend en compte les effectifs reçus par transfert en gestion, soit 31,67 ETPT.

La consommation d'emplois 2022 au périmètre de gestion du programme 217 s'établit à 34 888 ETPT, soit une sous-consommation de 348 ETPT par rapport au plafond disponible en gestion.

Dans l'analyse de cette sous-consommation du plafond d'emplois, il convient de distinguer l'action 22 (cette action correspond aux effectifs mis à disposition des collectivités territoriales en application de la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales (LRL) du 13 août 2004, de la loi « parcs » n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 et de la loi du

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles correspondant au transfert des parties de services de l'État participant aux missions de gestion du fonds européen de développement régional). En effet, chaque année, la LFI est construite sur des hypothèses qui font l'objet d'ajustements en gestion, notamment sur les droits d'option ou sur les postes devenant vacants en année n. L'écart entre ces prévisions et le réel constaté en gestion induit un écart corrigé dans la loi de finances pour l'année suivante.

Hors action 22 correspondant aux personnels transférés aux collectivités territoriales, la sous-consommation du plafond d'emplois 2022 s'établit à 236 ETPT.

### EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

#### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

(en ETPT)

| Service                 | Prévision LFI    | Réalisation      | dont mesures de transfert | dont mesures de périmètre | dont corrections techniques | Impact des schémas d'emplois pour 2022 | dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2021 sur 2022 | dont impact du schéma d'emplois 2022 sur 2022 |
|-------------------------|------------------|------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|--|--|---|
| Administration centrale | 3 390,00         | 3 317,00         | +1,00                     | 0,00                      | -70,33                      | -203,39                                | -66,78   | -136,61                                       |
| Services régionaux      | 17 309,00        | 17 315,53        | +51,00                    | 0,00                      | -106,13                     | -287,67                                | -86,98   | -200,69                                       |
| Opérateurs              | 19,00            | 23,00            | 0,00                      | 0,00                      | 0,00                        | 0,00                                   | 0,00   | 0,00  |
| Services départementaux | 11 218,00        | 11 255,77        | 0,00                      | 0,00                      | -19,12                      | -66,75                                 | -6,54  | -60,21  |
| Autres                  | 3 288,00         | 2 976,87         | +4,00                     | 0,00                      | -18,25                      | -52,03                                 | -14,95   | -37,08  |
| <b>Total</b>            | <b>35 224,00</b> | <b>34 888,17</b> | <b>+56,00</b>             | <b>0,00</b>               | <b>-213,83</b>              | <b>-609,84</b>                         | <b>-175,25</b>   | <b>-434,59</b>                                |

(en ETP)

| Service                 | Schéma d'emplois Prévision PAP | ETP au 31/12/2022 Réalisation |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Administration centrale | -51,00                         | 3 345,74                      |
| Services régionaux      | -163,00                        | 17 465,57                     |
| Opérateurs              | 0,00                           | 0,00                          |
| Services départementaux | 0,00                           | 11 376,50                     |
| Autres                  | -12,00                         | 3 002,66                      |
| <b>Total</b>            | <b>-226,00</b>                 | <b>35 190,47</b>              |

Les données LFI sont présentées au périmètre de budgétisation et les données d'exécution au périmètre de gestion.

Les évolutions des parts relatives de chaque type de service dans le total des ETPT consommés par le ministère d'une année sur l'autre tiennent à la fois aux schémas d'emplois réalisés et aux mesures de transfert et de périmètre.

L'administration centrale comprend : les effectifs de l'action 07 (secrétariat général, inspection générale de l'environnement et du développement durable – IGEDD – hors inspecteurs des missions d'inspection générale territoriales) ; de l'action 08 (direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités – DGITM –) ; de l'action 11 (direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture – DGAMPA –) ; de l'action 13 (direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature/direction de l'eau et de la biodiversité – DGALN/DEB –) ; de l'action 15 (direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature/direction de l'habitat de l'urbanisme et des paysages – DGALN/DHUP) ; de l'action 16 (direction générale de la prévention des risques – DGPR –) ; de l'action 23 (direction générale de l'énergie et du climat – DGEC –) ; de l'action 28 (commissariat général au développement durable).

Les services régionaux comprennent : les effectifs des services régionaux et interrégionaux ou inter-départementaux, soit ceux des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et transports d'Île-de-France (DRIEAT), de la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France (DRIHL), des directions interrégionales de la mer (DIRM), des directions interdépartementales des routes (DIR) et des directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL).

Les services départementaux comprennent : les effectifs des directions départementales interministérielles (DDI), des UD DREAL et des préfetures, hors emplois des services mis à disposition des collectivités territoriales.

Les opérateurs comprennent : les doctorants de l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE).

Les autres services ou entités comprennent : les effectifs des cabinets ministériels ; les effectifs de certaines écoles, soit les élèves et personnels supportés par le budget général pour l'École nationale des techniciens de l'équipement (ENTE) et uniquement les élèves pour l'ENPC et l'ENTPE; la Commission nationale de débat public (CNDP) ; l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires (ACNUSA) ; la Commission de régulation de l'énergie (CRE); les effectifs ministériels des services de l'État en collectivités d'outre-mer, les services techniques centraux et services particuliers (Armement phares et balises, École nationale de sécurité et d'administration de la mer (ENSAM), etc.) ainsi que des services à compétence nationale (Centre ministériel de valorisation des ressources humaines -CMVRH-, etc.) ; inspecteurs des missions d'inspection générale territoriales ; les effectifs mis à disposition des collectivités territoriales (action 22).

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action   | Prévision LFI    | Réalisation      |
|---|------------------|------------------|
|   | ETPT             | ETPT             |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations  | 5 526,97         | 5 473,00         |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport  | 9 164,22         | 9 145,03         |
| 11 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"   | 2 667,68         | 2 647,00         |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité  | 3 427,90         | 3 372,00         |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat           | 9 205,07         | 9 038,98         |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques  | 3 217,60         | 3 316,93         |
| 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales  | 463,00           | 351,54           |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat   | 775,00           | 774,00           |
| 25 – Commission nationale du débat public   | 9,00             | 12,57            |
| 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)   | 11,00            | 12,91            |
| 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)  | 155,00           | 159,21           |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 601,56           | 585,00           |
| <b>Total</b>  | <b>35 224,00</b> | <b>34 888,17</b> |
| Transferts en gestion   |                  | +31,67           |

En 2022, le programme 217 a regroupé les emplois du pôle ministériel à l'exception des emplois de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) portés par le programme 181. Le plafond d'emplois du programme 217 est réparti entre plusieurs actions miroirs, correspondant aux programmes de politiques publiques du pôle ministériel. Les ETPT consommés au niveau du programme 217 doivent donc être ventilés par action, correspondant aux emplois des programmes de politique publique.

L'outil « Système d'agrégation en ligne du suivi d'activité » (SALSA) ainsi que le système d'information de gestion des ressources humaines RenoIRH constituent l'outil de base pour cet exercice, qui est complété au besoin par des données issues d'autres outils de suivi des effectifs (INDIA-Rému ou l'Observatoire des rémunérations).

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

La ventilation des emplois par programme de politique publique prévue en 2022 est globalement respectée en exécution.

### RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

| Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2021-2022 | Dépenses de titre 2<br>Coût total chargé<br>(en M€) | Dépenses hors titre 2<br>Coût total<br>(en M€) |
|--|---|--|
| 268,00   | 3,89  | 0,33   |

### PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie  | Exécution 2021       | Prévision LFI 2022   | Exécution 2022       |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Rémunération d'activité</b>                                 | <b>1 559 745 132</b> | <b>1 569 933 099</b> | <b>1 658 909 599</b> |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   | <b>1 069 164 660</b> | <b>1 089 949 346</b> | <b>1 074 832 948</b> |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions :                    | 840 132 146          | 862 813 123          | 841 660 186          |
| – Civils (y.c. ATI)  | 669 982 958          | 689 950 106          | 668 248 070          |
| – Militaires   | 22 121 648           | 21 845 211           | 22 430 776           |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)       | 148 021 116          | 151 017 806          | 150 981 340          |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) | 6 423                |                      |                      |
| Cotisation employeur au FSPOEIE                                | 14 735 563           | 13 363 351           | 14 097 466           |
| Autres cotisations   | 214 296 951          | 213 772 872          | 219 075 296          |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b>            | <b>18 969 053</b>    | <b>27 895 476</b>    | <b>25 733 903</b>    |
| <b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>                       | <b>2 647 878 844</b> | <b>2 687 777 921</b> | <b>2 759 476 450</b> |
| <b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>                       | <b>1 807 746 699</b> | <b>1 824 964 798</b> | <b>1 917 816 263</b> |
| FdC et AdP prévus en titre 2                                   |                      | 9 350 000            |                      |

Le montant des dépenses de personnel est en hausse par rapport à l'an dernier, malgré un schéma d'emploi négatif. Cette hausse résulte notamment de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique et par le paiement anticipé de l'indemnité spécifique de service dite « ISS » des corps techniques, dont le paiement devait initialement s'étaler sur six annuités.

L'écart entre la dépense réalisée et budgétée de la cotisation employeur au Fonds spécial des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) s'explique par le dispositif de remboursement de la masse salariale des ouvriers des parcs et ateliers de l'État (OPA) mis à disposition des collectivités dans le cadre de la loi n° 2009-1291. En effet, la charge financière de cette dépense incombe aux collectivités par un mécanisme de fonds de concours mais est exécutée sur le budget général.

Les dépenses de prestations sociales du programme 217 s'élèvent en 2022 à 25,73 M€ et concernent notamment :

- les dépenses consécutives aux accidents de service, de travail et maladies professionnelles qui ont représenté un montant de dépense de 4,66 M€ ;
- les remboursements forfaitaires de transports qui ont bénéficié à 12 279 agents pour un montant de 3,68 M€ ;
- les allocations de retour à l'emploi qui ont concerné 940 agents pour un montant de 5,34 M€.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

### Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>Socle d'exécution 2021 retraitée</b>                     | <b>1 785,13</b> |
| Exécution 2021 hors CAS Pensions                            | 1 807,75        |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2022/ 2021  | -2,82           |
| Débasage de dépenses au profil atypique :                   | -19,80          |
| – GIPA  | -0,25           |
| – Indemnisation des jours de CET                            | -6,99           |
| – Mesures de restructuration                                | -3,60           |
| – Autres dépenses de masse salariale                        | -8,96           |
| <b>Impact du schéma d'emplois</b>                           | <b>-25,10</b>   |
| EAP schéma d'emplois 2021                                   | -5,91           |
| Schéma d'emplois 2022                                       | -19,19          |
| <b>Mesures catégorielles</b>                                | <b>24,54</b>    |
| <b>Mesures générales</b>                                    | <b>25,20</b>    |
| Rebasage de la GIPA   | 1,49            |
| Variation du point de la fonction publique                  | 23,27           |
| Mesures bas salaires  | 0,44            |
| <b>GVT solde</b>  | <b>7,28</b>     |
| GVT positif   | 23,85           |
| GVT négatif   | -16,57          |
| <b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>  | <b>93,77</b>    |
| Indemnisation des jours de CET                              | 8,22            |
| Mesures de restructurations                                 | 5,12            |
| Autres rebasages  | 80,42           |
| <b>Autres variations des dépenses de personnel</b>          | <b>7,00</b>     |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23 | 5,30            |
| Autres variations   | 1,70            |
| <b>Total</b>  | <b>1 917,82</b> |

Les principales mesures de transfert et de périmètre impactant le retraitement de l'exécution 2021 sont :

- le débasage des transferts entrants en gestion 2021 (-6,87 M€) ;
- le rebasage des transferts sortants en gestion 2021 (0,19 M€) ;
- les mesures de transferts en base 2022 (1,69 M€) ;
- les mesures de transferts en gestion 2022 (2,18 M€).

L'exécution 2021 fait également l'objet d'un retraitement au titre des dépenses remboursées par fonds de concours au titre de la masse salariale des ouvriers des parcs et ateliers (OPA), rubrique « Autres » à hauteur de -9,91 M€.

L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, a été versée aux agents éligibles du ministère pour un coût de 1,49 M€ à 4 008 bénéficiaires.

La revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022 représente un coût de 23,27 M€. Le chiffrage présenté intègre la revalorisation similaire de la population des OPA et des marins de commerce.

Le GVT positif s'est élevé à 23,8 M€, soit un taux de 1,92 %, tandis que le GVT négatif a généré une économie de 16,57 M€ soit 0,86 % de la masse salariale totale consommée. Au total, le glissement vieillesse technicité a présenté en 2022 un solde de 7,28 M€, soit 0,38 % de la masse salariale totale consommée.



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

La ligne « Autres » de la rubrique « Rebasage de dépenses au profil atypique – hors GIPA » intègre principalement le versement des droits relatifs à l'indemnité spécifique de service et l'indemnité spéciale (soldes ISS) suite à la bascule au RIFSEEP des corps techniques réalisée en 2021 (75,8 M€) et celle des IPEF réalisée auparavant (1,21 M€), les dépenses couvertes par fonds de concours 2022 (8,92 M€), dont principalement la rémunération des OPA mis à disposition en application de la loi du 26 octobre 2009, les rétablissements de crédits (-8,88 M€), les indemnités spécifiques de rupture conventionnelle (1,74 M€) et l'aide exceptionnelle inflation (1,01 M€).

La ligne « Prestations sociales et allocations diverses – catégorie 23 » correspond à la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire (PSC), en vue du remboursement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais de santé des agents civils et militaires de l'État (4,34 M€), à l'augmentation des dépenses d'allocation de retour à l'emploi (0,73 M€) et du forfait mobilité durable (0,23 M€).

Enfin, la ligne « Autres » de la rubrique « Autres variations » comprend notamment le recrutement supplémentaire d'apprentis (1,2 M€), la mise en œuvre de l'allocation forfaitaire de télétravail (2,97 M€) et l'économie relative à la suppression progressive de l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG (-0,47 M€).

### COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS |             |                | dont rémunérations d'activité |             |                |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
|                     | Coût d'entrée          | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée                 | Coût global | Coût de sortie |
| 1052 – Catégorie A  | 66 002                 | 69 990      | 72 298         | 57 326                        | 61 642      | 63 436         |
| 1053 – Catégorie B  | 40 128                 | 44 972      | 44 714         | 34 812                        | 39 298      | 38 982         |
| 1054 – Catégorie C  | 35 334                 | 38 570      | 36 684         | 30 000                        | 34 223      | 32 179         |

Les données figurant dans le tableau ci-dessus concernent le périmètre de gestion du programme 217.

Les coûts moyens prévus dans le projet annuel de performance pour l'année 2022 étaient fondés sur les données de l'exécution 2020. Les coûts moyens présentés dans le présent rapport correspondent à ceux constatés en exécution 2022.

### MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure                       | ETP concernés | Catégories | Corps                     | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2022 | Coût       | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------|---------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|------------|----------------------|
| Mesures statutaires                                      |               |            |                           |                                       |                                     | 3 369 058  | 3 777 058            |
| Marins - négociation collective annuelle obligatoire     | 150           | C          | Marins du commerce        | 01-2022                               | 12                                  | 30 000     | 30 000               |
| Revalorisation de la grille indiciaire de la catégorie B | 1 030         | B          | Divers corps              | 09-2022                               | 4                                   | 204 000    | 612 000              |
| Convergence ratio pro-pro catégories B et C              | 1 166         | B/C        | Divers corps              | 01-2022                               | 12                                  | 637 787    | 637 787              |
| Mise en œuvre du protocole PPCR                          | 5 232         | A/C        | Divers corps              | 01-2022                               | 12                                  | 822 977    | 822 977              |
| Revalorisation de la grille indiciaire de la catégorie C | 9 100         | C          | Divers corps              | 01-2022                               | 12                                  | 1 674 294  | 1 674 294            |
| Mesures indemnitaires                                    |               |            |                           |                                       |                                     | 21 167 498 | 21 167 498           |
| Convergence indemnitaire des administrateurs de l'Etat   | 27            | A          | Administrateurs de l'Etat | 01-2022                               | 12                                  | 209 368    | 209 368              |

| Catégorie ou intitulé de la mesure   | ETP concernés | Catégories | Corps                          | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2022 | Coût              | Coût en année pleine |
|--|---------------|------------|--------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|----------------------|
| Moyens Hauturiers  | 50            | A/B/C      | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 210 000           | 210 000              |
| Allocation forfaitaire "maîtres d'apprentissage"                             | 204           | A/B        | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 51 000            | 51 000               |
| Nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM)                     | 540           | A/B/C      | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 660 000           | 660 000              |
| Mesures indemnitaires en faveur des ouvriers des parcs et ateliers (OPA)     | 1 300         | A/B/C      | Ouvriers des parcs et ateliers | 01-2022                               | 12                                  | 1 054 000         | 1 054 000            |
| Autres revalorisations des régimes indemnitaires des personnels ministériels | 1 640         | A/B/C      | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 1 675 000         | 1 675 000            |
| Mesures indemnitaires en faveur des catégorie B                              | 3 850         | B          | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 1 032 000         | 1 032 000            |
| Mesures indemnitaires en faveur des catégorie C                              | 4 860         | C          | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 972 000           | 972 000              |
| Filière administrative - convergence indemnitaire                            | 7 960         | A/B        | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 7 102 130         | 7 102 130            |
| Bascule au RIFSEEP des corps techniques (fonctionnarisation)                 | 24 700        | A/B/C      | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 5 892 000         | 5 892 000            |
| Complément de l'enveloppe CIA ministérielle                                  | 24 700        | A/B/C      | Divers corps                   | 01-2022                               | 12                                  | 2 310 000         | 2 310 000            |
| <b>Total</b>   |               |            |                                |                                       |                                     | <b>24 536 556</b> | <b>24 944 556</b>    |

Au titre de l'année 2022, les personnels du MTECT ont bénéficié de mesures catégorielles à hauteur de 14,6 M€ (hors CAS pensions), dont notamment la poursuite de la mise en œuvre du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (0,82 M€), la bascule au RIFSEEP des corps techniques et la fonctionnarisation des postes et l'application de cotations différenciées au regard des fonctions exercées (5,89 M€), des mesures indemnitaires en faveur des ouvriers des parcs et ateliers (1,05 M€), des catégories B (1,03 M€), des catégories C (0,97 M€) et des militaires dans le cadre de la nouvelle politique de rémunération des militaires (0,66 M€).

Cette enveloppe a été abondée en cours de gestion, permettant de mettre en œuvre des mesures selon des orientations interministérielles à hauteur de 9,88 M€ dont notamment le financement des mesures statutaires des catégories C (2,31 M€) et des catégories B (0,2 M€), l'allocation forfaitaire attribuée aux maîtres d'apprentissage (0,05 M€), la convergence indemnitaire des administrateurs de l'État (0,21 M€) et la convergence indemnitaire de la filière administrative des catégories A et B (7,1 M€).

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses        | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total             |
|-------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| Restauration            | 25 004                  | 4 364 099           |                     | <b>4 364 099</b>  |
| Logement                | 36 181                  | 180 000             |                     | <b>180 000</b>    |
| Famille, vacances       | 36 181                  | 2 569 031           |                     | <b>2 569 031</b>  |
| Mutuelles, associations | 36 181                  | 4 707 967           |                     | <b>4 707 967</b>  |
| Prévention / secours    | 36 181                  | 3 166 693           |                     | <b>3 166 693</b>  |
| Autres                  | 36 181                  | 668 796             |                     | <b>668 796</b>    |
| <b>Total</b>            |                         | <b>15 656 586</b>   |                     | <b>15 656 586</b> |

Les montants de la colonne « Réalisation Titre 3 » intègrent aussi les dépenses imputées en titre 6.

---

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

---

Programme n° 217 | Justification au premier euro

## Dépenses pluriannuelles

### MARCHÉS DE PARTENARIAT

#### MARCHÉ DE PARTENARIAT / CBI POUR L'ACHAT DE LA TOUR SÉQUOIA

La Tour Séquoia (auparavant appelée tour Esplanade) est située à proximité immédiate de l'Arche, et a été libérée par son occupant précédent fin 2013. Elle a d'abord été louée par l'État et rénovée par le propriétaire en 2014, pour permettre l'installation de 2 500 agents d'administration centrale en mars 2015.

L'option d'achat prévue dans le bail civil a été levée le 30 juin 2015, et le crédit-bail pour l'acquisition de cette tour a été signé pour un montant de 541,08 M€. Le partenaire retenu au terme de la procédure est composé de l'alliance de deux sociétés : la Banque Postale Crédit Entreprise (LBPCE) et la Deutsche Pfandbriefbank AG (DP AG).

Le crédit-bail doit se terminer le 31 janvier 2033 et le coût global du contrat sur l'ensemble de la période est de 622,24 M€.

| AE<br>CP       | 2020 et avant |             | 2021       |            | 2022       |            | 2023       | 2024       | 2025 et après |
|----------------|---------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
|                | Prévision     | Exécution   | Prévision  | Exécution  | Prévision  | Exécution  | Prévision  | Prévision  | Prévision     |
| Investissement | 501 521 193   | 501 521 193 | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | 0          | -21 745 191   |
|                | 116 016 539   | 116 016 539 | 24 412 424 | 24 412 424 | 25 349 628 | 25 349 628 | 26 311 772 | 27 284 626 | 260 401 013   |
| Fonctionnement | 14 646 593    | 14 646 593  | 2 715 892  | 2 715 892  | 2 746 433  | 2 630 418  | 2 777 387  | 2 808 761  | 27 926 912    |
|                | 14 646 593    | 14 437 574  | 2 715 892  | 4 271 037  | 2 746 433  | 2 627 563  | 2 777 387  | 2 808 761  | 27 926 912    |
| Financement    | 43 059 949    | 43 059 949  | 6 651 596  | 6 651 596  | 6 286 797  | 6 286 798  | 5 796 733  | 5 302 956  | 21 742 151    |
|                | 42 743 359    | 42 743 359  | 6 651 596  | 6 651 596  | 6 286 797  | 6 286 797  | 5 796 733  | 5 302 956  | 22 058 741    |

#### MARCHÉ DE PARTENARIAT / BEA DE RÉNOVATION DE LA GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE

Ce bail a pour objet la rénovation de la paroi sud de la Grande Arche, propriété de l'État.

Les travaux de régénération de cet immeuble, indispensables compte tenu de l'obsolescence des équipements et nécessaires pour densifier l'occupation, font l'objet d'un bail emphytéotique administratif (BEA) et d'un contrat de location en retour, sur une durée de 20 ans, soit jusqu'en 2034.

La procédure de dialogue compétitif a été lancée en mars 2013. Ce dialogue s'est achevé en juin 2014.

La signature des contrats a été réalisée le 30 septembre 2014, avec la société Eiffage/Armanéo, pour 292,72 M€.

Le coût global du contrat sur l'ensemble de la période est de 352,42 M€.

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

Programme n° 217 | Justification au premier euro

| AE<br>CP       | 2020 et avant |             | 2021       |            | 2022       |            | 2023       | 2024       | 2025 et après |
|----------------|---------------|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|---------------|
|                | Prévision     | Exécution   | Prévision  | Exécution  | Prévision  | Exécution  | Prévision  | Prévision  | Prévision     |
| Investissement | 248 036 748   | 248 036 748 | -3 341 371 | 0          | -2 771 555 | -2 771 555 | -2 196 844 | -1 610 026 | -7 191 580    |
|                | 41 127 171    | 41 127 171  | 10 053 524 | 10 053 524 | 10 638 437 | 10 638 437 | 11 228 069 | 11 791 638 | 146 086 533   |
| Fonctionnement | 13 905 273    | 13 905 273  | 3 329 564  | 3 329 564  | 3 113 061  | 3 659 677  | 3 105 427  | 3 094 502  | 27 136 648    |
|                | 13 905 273    | 13 772 411  | 3 329 564  | 3 231 414  | 3 113 061  | 3 613 887  | 3 105 427  | 3 094 502  | 27 136 648    |
| Financement    | 20 596 631    | 20 596 631  | 5 559 954  | 5 559 954  | 5 183 394  | 5 183 394  | 4 799 192  | 4 447 134  | 27 219 312    |
|                | 20 596 631    | 20 596 631  | 5 559 954  | 5 559 954  | 5 183 394  | 5 183 394  | 4 799 192  | 4 447 134  | 27 219 312    |

**SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)**

| AE 2022   | CP 2022  |
|---|--|
| AE ouvertes en 2022 *<br>(E1)<br><b>222 496 061</b>                                     | CP ouverts en 2022 *<br>(P1)<br><b>261 991 554</b>   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>207 122 168</b>                                       | CP consommés en 2022<br>(P2)<br><b>256 071 359</b>   |
| AE affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E3)<br><b>135 508</b>                       | dont CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>75 703 356</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2022<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>15 238 385</b> | dont CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>180 368 003</b>                       |

**RESTES À PAYER**

|  |   |   |   |   |
|--|---|---|---|---|
| Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 brut<br>(R1)<br><b>614 521 930</b>                 |   |   |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2021<br>(R2)<br><b>-237 701</b>                                       |   |   |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>614 284 228</b> | – | CP consommés en 2022 sur engagements antérieurs à 2022<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>75 703 356</b> | = | Engagements ≤ 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>538 580 873</b>   |
| AE engagées en 2022<br>(E2)<br><b>207 122 168</b>  | – | CP consommés en 2022 sur engagements 2022<br>(P4)<br><b>180 368 003</b>                       | = | Engagements 2022 non couverts par des paiements au 31/12/2022<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>26 754 165</b>  |
|  |   |   |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2022</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>565 335 037</b>   |
|  |   |   |   | Estimation des CP 2023 sur engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P5)<br><b>68 524 895</b>  |
|  |   |   |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2023 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2022<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>496 810 142</b> |

**NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2**

\* LFI 2022 + reports 2021 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

---

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

---

Programme n° 217 | Justification au premier euro

Le montant des restes à payer (engagements non couverts par des paiements) constatés à l'issue de la gestion 2021 était de 614,28 M€. Le montant des engagements relevés dans Chorus pour la gestion 2022 est de 207,12 M€.

Ces montants ne tiennent pas compte de l'impact des retraits d'AE résultant de la clôture d'engagements juridiques antérieurs à 2022, soit 11,73 M€. En prenant en compte ces retraits d'AE, le montant total des engagements antérieurs à 2021 non couverts par des paiements au 31 décembre 2021 est de 602,55 M€ et celui des engagements réellement opérés en 2022 sur le programme 217 est de 218,91 M€.

Au cours de l'exercice 2022, des paiements ont été réalisés à hauteur de 256,07 M€. Sur ce montant, 180,37 M€ ont permis de solder des engagements de l'année 2022 et 75,70 M€ ont permis de solder des engagements réalisés les années antérieures.

Ainsi, au 31 décembre 2022, le montant des engagements non couverts par des paiements s'élève à 565,34 M€.

Ce montant total des restes à payer enregistrés fin 2022 est en baisse de 48,95 M€ par rapport à ceux enregistrés en fin d'année 2021. Cette diminution est principalement liée à l'évolution des dépenses immobilières de l'administration centrale.

En 2023, un volume de CP de 68,52 M€ sera consacré au règlement de ces restes à payer. L'essentiel de ces paiements est constitué des échéances des contrats du bail emphytéotique de la Grande Arche et du crédit-bail de la tour Séquoia, qui s'exécutent sur plus de vingt annuités.

## Justification par action

## ACTION

## 07 – Pilotage, support, audit et évaluations

| Action / Sous-action                         | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>         |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>                           |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 07 – Pilotage, support, audit et évaluations | 605 059 228                | 182 154 707   | <b>787 213 935</b> | 605 059 228         | 222 180 558   | <b>827 239 786</b> |
|  | 624 459 559                | 200 346 953   | <b>824 806 512</b> | 624 459 559         | 246 221 931   | <b>870 681 490</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 605 059 228                   | 624 459 559        | 605 059 228                   | 624 459 559        |
| Rémunérations d'activité                                  | 276 708 018                   | 299 293 262        | 276 708 018                   | 299 293 262        |
| Cotisations et contributions sociales                     | 315 077 280                   | 312 162 871        | 315 077 280                   | 312 162 871        |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 13 273 930                    | 13 003 426         | 13 273 930                    | 13 003 426         |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 167 792 742                   | 189 642 314        | 171 846 528                   | 195 521 146        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 121 041 669                   | 115 590 258        | 125 095 455                   | 121 468 256        |
| Subventions pour charges de service public                | 46 751 073                    | 74 052 057         | 46 751 073                    | 74 052 890         |
| Titre 5 : Dépenses d'investissement                       | 3 382 000                     | -945 142           | 39 354 065                    | 39 055 800         |
| Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État       | 3 382 000                     | -945 142           | 39 354 065                    | 38 725 267         |
| Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État     |                               |                    |                               | 330 533            |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 10 979 965                    | 11 649 781         | 10 979 965                    | 11 644 985         |
| Transferts aux ménages                                    |                               | 8 612              |                               | 21 183             |
| Transferts aux autres collectivités                       | 10 979 965                    | 11 641 169         | 10 979 965                    | 11 623 801         |
| <b>Total</b>  | <b>787 213 935</b>            | <b>824 806 512</b> | <b>827 239 786</b>            | <b>870 681 490</b> |

## « SOUS-ACTION 1 : FONCTION JURIDIQUE » :

| Activités   | Prévision      |                | Exécution      |                |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
|   | AE             | CP             | AE             | CP             |
| Conseil et assistance aux directions d'administration centrale et aux services déconcentrés | 200 000        | 200 000        | 43 634         | 33 000         |
| Protection statutaire des fonctionnaires  | 70 000         | 70 000         | 114 290        | 114 290        |
| Indemnités liées aux accidents de la circulation impliquant un véhicule de service          | 60 000         | 60 000         | 172 673        | 179 250        |
| Autres contentieux  | 665 000        | 665 000        | 471 087        | 469 477        |
| <b>Total</b>  | <b>995 000</b> | <b>995 000</b> | <b>801 683</b> | <b>796 017</b> |



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

Après le traitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant au titre de la sous-action 1 s'élève à 801 683 € en AE et 796 017 € en CP.

Dans le domaine du **conseil et de l'assistance** aux directions d'administration centrale et aux services déconcentrés, l'écart s'explique par le retard dans la passation d'un marché d'avocats que la DAJ prévoit de conclure. La procédure est toujours en cours.

Par ailleurs, le nombre de dossiers de **protection statutaire des fonctionnaires** pris en charge au cours de l'année 2022 est en nette augmentation et cette tendance devrait se poursuivre dans les mois à venir. Cela s'explique notamment par une tendance à la hausse des incivilités à l'encontre des agents et une meilleure communication interne sur le dispositif de protection fonctionnelle.

Enfin, les dépenses d'**indemnisation liées aux accidents** impliquant un véhicule de service et les dépenses de **contentieux** sont difficilement prévisibles. Ces dernières dépendent largement du rythme du calendrier des juridictions et du sens des décisions juridictionnelles.

### « SOUS-ACTION 2 : FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DES SERVICES RATTACHES »

| Activités   | Prévision         |                   | Exécution         |                   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | AE                | CP                | AE                | CP                |
| Aménagements et déménagements   | 385 000           | 267 000           | 378 945           | 454 057           |
| Frais de déplacement, de mission et de représentation   | 4 375 000         | 4 375 000         | 3 569 931         | 3 414 025         |
| Congés bonifiés, frais de changement de résidence, indemnisation des stagiaires                                   | 851 970           | 851 970           | 717 390           | 807 185           |
| Parc automobile et taxis  | 1 168 266         | 926 519           | 965 437           | 772 540           |
| Fournitures de bureau, papier, reprographie, affranchissement   | 1 117 878         | 1 488 231         | 928 022           | 1 268 849         |
| Documentation et presse   | 525 000           | 525 000           | 1 015 271         | 1 010 622         |
| Information et communication  | 1 994 450         | 1 994 450         | 5 331 973         | 5 493 945         |
| Études  | 1 855 999         | 1 855 999         | 1 865 625         | 2 199 543         |
| Fonctionnement de la direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) de Saint-Pierre et Miquelon | 529 008           | 529 008           | 546 577           | 549 075           |
| Fonctionnement du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité  | 492 000           | 492 000           | 475 114           | 491 129           |
| Fonctionnement du service du numérique (sites hors Île-de-France)   | 1 100 000         | 1 100 000         | 942 548           | 768 780           |
| École nationale des techniciens de l'équipement (ENTE)  | 2 280 000         | 2 230 000         | 2 037 223         | 2 244 753         |
| Autres dépenses de fonctionnement courant   | 1 565 164         | 1 435 164         | 2 228 882         | 2 074 901         |
| <b>Total</b>  | <b>18 239 735</b> | <b>18 070 341</b> | <b>21 002 938</b> | <b>21 549 405</b> |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses hors titre 2 de la sous-action 2 s'élève à 21 002 938 € en AE et 21 549 405 € en CP.

Par titre, l'exécution s'élève à :

- 20 743 520 € en AE et 21 336 615 € en CP sur le titre 3 ;
- 129 807 € en AE et 49 106 € en CP sur le titre 5 ;
- 129 611 € en AE et 163 683 € en CP sur le titre 6.

Les principaux écarts avec la prévision sont les suivants :

- sur les dépenses d'**information et de communication**, le programme 217 a pris en charge la campagne de communication « France services », pour un montant de 2,4 M€, financé par un transfert en provenance de la direction générale des collectivités locales, ainsi que des dépenses événementielles non prévues (COP 27, COP 15, salon des maires, présentation du plan de sobriété, conseils nationaux de la refondation) ;

- sur les dépenses de **documentation**, le retard pris par la notification du marché interministériel Lexis-Nexis a occasionné un surcoût, compte tenu de la nécessité d'engager un marché de régularisation. Une partie de l'écart s'explique aussi par le décalage des refacturations de dépenses documentaires aux programmes métiers de 2022 à 2023 ;
- **aménagements et déménagements** : malgré les dépenses liées à l'installation des nouveaux cabinets, le départ des sites Ségur et Varenne a permis de contenir les engagements ;
- **autres dépenses de fonctionnement courant** : la surconsommation s'explique par les frais liés à l'installation des nouveaux cabinets, les demandes de prestations audiovisuelles ainsi que par le renouvellement de fontaines à eau.
- les **frais de déplacements, de missions et de représentation** ont augmenté sensiblement par rapport à 2021, dans le cadre de la sortie progressive de la crise, en particulier au niveau européen et international. Ils sont néanmoins restés inférieurs à la prévision ;
- sur les dépenses d'**automobiles et de taxi**, l'activité moins importante que prévue et la signature d'un nouveau marché de transport de documents permet d'afficher une sous-exécution ;
- sur les **fournitures de bureau, le papier, la reprographie, l'affranchissement**, le niveau des dépenses témoigne d'un effort de rationalisation de la consommation des services ;
- concernant les **études**, le niveau d'engagement est proche de la prévision. Si plusieurs études liées à l'immobilier n'ont finalement pas été financées par le programme 217 en 2022, des surcoûts on en revanche dus être pris en charge (études GPEEC par exemple).

### « SOUS-ACTION 3 : IMMOBILIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET DES SERVICES RATTACHES »

| Activités  | Prévisions        |                   | Exécution         |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | AE                | CP                | AE                | CP                |
| Loyers marchands et charges  | 19 621 031        | 19 919 119        | 18 931 356        | 19 261 516        |
| Gardiennage  | 944 000           | 5 944 000         | 531 065           | 5 904 158         |
| Accueil  | 842 225           | 842 225           | 150 523           | 163 217           |
| Sécurité incendie  | 1 340 000         | 1 340 000         | 1 894 679         | 1 726 660         |
| Entretien courant  | 1 221 500         | 1 227 000         | 1 396 211         | 1 449 555         |
| Nettoyage  | 3 042 440         | 3 042 440         | 3 139 961         | 2 872 281         |
| Énergie et fluides   | 1 348 000         | 2 568 000         | 8 930 444         | 3 979 037         |
| Exploitation et maintenance des bâtiments                                | 2 775 000         | 2 775 000         | 4 456 777         | 2 991 605         |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>                                  | <b>31 134 196</b> | <b>37 657 784</b> | <b>39 431 015</b> | <b>38 348 030</b> |
| Loyers marchands et charges locatives-investissement                     | 0                 | 35 988 065        | 0                 | 35 988 065        |
| Investissements immobiliers de l'administration centrale- investissement | 3 382 000         | 3 366 000         | 210 527           | 659 396           |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>                                   | <b>3 382 000</b>  | <b>39 354 065</b> | <b>210 527</b>    | <b>36 647 461</b> |
| <b>Total</b>   | <b>34 516 196</b> | <b>77 011 849</b> | <b>39 641 542</b> | <b>74 995 491</b> |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant et d'investissement de la sous-action 3 s'élève à 39 641 542 € en AE et 74 995 491 € en CP.

De nombreuses dépenses immobilières sont supérieures à la prévision. C'est notamment le cas pour les dépenses d'**énergies et de fluides**, principalement touchées par la hausse du prix de l'électricité. Le ministère a par ailleurs engagé en 2022 le marché d'électricité pour l'année 2023, ce qui explique le montant exécuté en AE sur cette activité.

Concernant l'**exploitation et la maintenance des bâtiments**, le niveau d'engagement s'explique par les opérations de maintenance réalisées en tour Séquoia, y compris sur les ascenseurs.

Par ailleurs, les dépenses relatives à la **sécurité incendie** sont plus élevées que la prévision, cette dernière tenant compte de rétablissements de crédits.

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

En revanche, les dépenses de **loyers** ont été plus faibles que prévu, compte tenu des montants des taxes et des charges au titre du BEA de l'Arche.

C'est le cas aussi pour les **investissements immobiliers**. En AE, la sous-exécution s'explique par le décalage d'opérations (chaufferie du site Saint-Germain, alimentation de CPCU, travaux de modernisation de la tour Séquoia). Les avances correspondant à ces travaux n'ont par conséquent pas été versées, ce qui explique la sous-exécution en CP.

Enfin, la sous-exécution sur les prestations d'**accueil** et de **gardienage** résulte de la fermeture du site de Varenne au courant de l'exercice 2022, de la non-ouverture d'un bâtiment prévue initialement en 2022, de la diminution de la fréquentation des sites (télétravail) et des mesures de sobriété énergétique mises en œuvre avec la fermeture ponctuelle des sites de la Défense en 2022. À noter que plusieurs avoirs émis au titre des prestations inexécutées durant la crise sanitaire ont été appliqués sur les factures 2022, ce qui a permis d'atténuer la consommation des CP.

### « SOUS-ACTION 4 : SERVICES NUMÉRIQUES - FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES ET ÉVOLUTION DES SYSTEMES D'INFORMATIONS »

| Activités   | Prévision         |                   | Exécution         |                   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | AE                | CP                | AE                | CP                |
| Services bureautiques : Gestion du poste de travail                                     | 4 792 500         | 4 792 500         | 5 816 176         | 7 778 721         |
| Services bureautiques : Télécommunications individuelles                                | 3 235 000         | 3 235 000         | 1 820 756         | 1 007 673         |
| <b>Total construction de l'environnement de travail numérique</b>                       | <b>8 027 500</b>  | <b>8 027 500</b>  | <b>7 636 932</b>  | <b>8 786 394</b>  |
| Domaines d'échanges   | 7 951 199         | 7 051 199         | 2 731 489         | 2 832 185         |
| Service d'hébergement applicatif  | 6 400 000         | 6 400 000         | 12 048 594        | 10 349 920        |
| Service de sécurité   | 560 000           | 610 000           | 541 689           | 573 913           |
| Service de transports de données – Réseaux informatiques                                | 3 975 000         | 3 975 000         | 5 667 483         | 3 742 466         |
| Services mutualisés   | 7 019 109         | 6 589 109         | 4 460 931         | 4 459 256         |
| <b>Total politique technique et fonctionnement des infrastructures du ministère</b>     | <b>25 905 308</b> | <b>24 625 308</b> | <b>25 450 186</b> | <b>21 957 740</b> |
| Système d'information « Gestion de la documentation et de la connaissance               | 930 000           | 930 000           | 195 648           | 493 768           |
| Système d'information « Moyens généraux et immobiliers                                  | 570 000           | 570 000           | 1 153 650         | 1 058 751         |
| Système d'information « Finances »  | 1 900 000         | 1 900 000         | 1 239 180         | 1 606 409         |
| Système d'information « Affaires juridiques »   | 420 000           | 420 000           | 203 818           | 137 460           |
| Système d'information « Ressources humaines »   | 5 200 000         | 5 200 000         | 3 911 654         | 4 451 259         |
| <b>Total exploitation et évolution des systèmes d'information des activités support</b> | <b>9 020 000</b>  | <b>9 020 000</b>  | <b>6 703 951</b>  | <b>7 747 647</b>  |
| <b>Total</b>  | <b>42 952 808</b> | <b>41 672 808</b> | <b>39 791 069</b> | <b>38 491 781</b> |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant et d'investissement de la sous-action 4 s'élève à 39 791 069 € en AE et 38 491 781 € en CP.

En matière de dépenses informatiques, la prévision comporte des écarts notamment pour les motifs suivants :

S'agissant de la **construction de l'environnement numérique**, l'écart est lié d'une part à un besoin plus important concernant l'infogérance des postes de travail en liaison avec le développement de l'équipement nomade et au surcroît d'activité générés par les échanges internationaux pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE). D'autre part, l'écart s'explique aussi par la « réimputation » d'opérations relatives aux infrastructures réseau et téléphonie en exécution 2022 sur l'activité « hébergement services applicatifs ».

Par ailleurs, concernant la **politique technique et fonctionnement des infrastructures**, l'écart s'explique en partie par le report du chantier prévoyant le passage à une solution bureautique/travail collaboratif en « offre cloud », à des dépenses de consolidation des infrastructures d'hébergement et, en raison du contexte international, à des commandes passées avant l'échéance des marchés afin d'éviter toute rupture de service. De plus, il y a eu des ajustements en cours d'année selon les besoins réels notamment pour ce qui concerne les cartes agents. Enfin, l'écart est également lié à la revalorisation des accès au RIE car même si le nouveau marché est globalement plus favorable sur les coûts d'abonnement, le changement d'opérateurs d'une grande partie des liaisons génère des coûts de mise en œuvre significatifs.

Enfin, en ce qui concerne les crédits relatifs à **l'exploitation et évolution des systèmes d'information des activités support**, l'écart est lié notamment à des décalages dans la réalisation de projets (notamment dans le domaine finances et la « repriorisation » de projets SI au sein du secrétariat général), à la prise en charge d'un nouveau projet visant à la dématérialisation du courrier au sein du SG, au report de la refonte de l'outil de suivi des activités juridiques et surtout, au décalage dans la production des recettes de certains projets, ce qui a permis de financer en partie les besoins de consolidation des infrastructures.

**« SOUS-ACTION 5 : MOYENS HORS TITRE 2 CONSACRÉS AUX RESSOURCES HUMAINES »**

| Activités  | Prévision         |                   | Exécution         |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | AE                | CP                | AE                | CP                |
| Prestations et soutien aux initiatives locales   | 3 095 000         | 3 095 000         | 2 783 229         | 2 749 031         |
| Politique en matière de restauration collective  | 6 066 380         | 5 045 972         | 4 437 849         | 4 364 099         |
| Prévention des risques professionnels  | 2 337 349         | 2 337 349         | 3 454 478         | 3 166 693         |
| Subventions aux partenaires associatifs  | 4 900 000         | 4 900 000         | 4 688 726         | 4 707 967         |
| Recrutement, insertion, reclassement et maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés | 10 000            | 10 000            | 719 336           | 668 797           |
| <b>Total dépenses d'action sociale</b>   | <b>16 408 729</b> | <b>15 388 321</b> | <b>16 083 617</b> | <b>15 656 586</b> |
| Dispositifs de formation individuelle et professionnalisation                              | 400 000           | 400 000           | 665 081           | 589 719           |
| Recrutements et organisation des concours  | 1 000 000         | 1 000 000         | 741 701           | 781 912           |
| Centres de valorisation des ressources humaines  | 5 200 000         | 5 200 000         | 3 710 579         | 3 942 195         |
| IPEC : Formation et fonctionnement   | 567 620           | 567 620           | 956 248           | 979 188           |
| <b>Total dépenses de formation</b>   | <b>7 167 620</b>  | <b>7 167 620</b>  | <b>6 073 608</b>  | <b>6 293 014</b>  |
| Remboursement du coût du personnel mis à disposition                                       | 1 665 000         | 1 665 000         | 1 668 113         | 1 734 819         |
| Versement aux opérateurs de crédits de rémunération  | 0                 | 0                 | 26 717 998        | 26 717 998        |
| Relations sociales   | 535 000           | 535 000           | 509 148           | 513 601           |
| <b>Total</b>   | <b>25 776 349</b> | <b>24 755 941</b> | <b>51 052 485</b> | <b>50 916 018</b> |

---

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

---

Programme n° 217 | Justification au premier euro

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant, d'investissement et d'intervention de la sous-action s'élève à 51 052 485 € en AE et 50 916 018 € en CP.

**La dépense globale d'action sociale et prévention des risques professionnels** est relativement proche de la prévision initiale, avec des évolutions différenciées selon les postes de dépenses : les dépenses de restauration collective sont encore affectées par une baisse de la fréquentation consécutive à la pandémie et à une montée en charge progressive de l'harmonisation tarifaire dans les DIR. En revanche, les dépenses de prévention des risques ont été très dynamiques en raison de l'évolution démographique défavorable des médecins du travail, qui a nécessité un recours accru à des conventions de santé au travail pour préserver autant que possible le taux de couverture des agents. Par ailleurs, les dépenses de recrutement, insertion, reclassement et maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ont été financées par le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) via fonds de concours.

La consommation en AE et CP des **activités de formation** est moindre que la prévision. En effet, dans un contexte de prudence sur le plan sanitaire, un grand nombre de formations se sont encore tenues en distanciel, générant des économies importantes en 2022 en matière de déplacement et de fonctionnement. Par ailleurs, le renouvellement d'un bail prévu en 2022 a dû être différé à 2023 en raison de retards de transmission du bailleur.

Concernant les dépenses de **personnel HT2**, l'écart très significatif entre prévision et exécution s'explique par l'imputation sur cette activité de crédits issus d'un mouvement de fongibilité asymétrique destiné à permettre des versements de crédits de rémunération pour les opérateurs du ministère (26,72 M€ imputés sur cette activité, hors ENTPE et ENPC, et 27,55 M€ au total).

**« SOUS-ACTION 6 : ACTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE » :**

| Activités  | Prévision         |                   | Exécution         |                   |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|  | AE                | CP                | AE                | CP                |
| Participation à l'élaboration des normes et de la législation dans le cadre communautaire - fonctionnement | 343 500           | 343 500           | 20 744            | 45 803            |
| Appui et soutien des intérêts français dans le dispositif international - fonctionnement                   | 548 525           | 548 525           | 410 230           | 413 470           |
| <b>Total dépenses de fonctionnement</b>  | <b>892 025</b>    | <b>892 025</b>    | <b>430 974</b>    | <b>459 273</b>    |
| Participation à l'élaboration des normes et de la législation dans le cadre communautaire-intervention     | 114 500           | 114 500           | 235 456           | 235 456           |
| Appui et soutien des intérêts français dans le dispositif international-intervention                       | 7 702 933         | 7 702 933         | 7 713 798         | 7 675 659         |
| Partenariat associatif-intervention  | 2 977 532         | 2 977 532         | 2 892 937         | 2 887 597         |
| <b>Total dépenses d'interventions</b>  | <b>10 794 965</b> | <b>10 794 965</b> | <b>10 842 191</b> | <b>10 798 712</b> |
| <b>Total</b>   | <b>11 686 990</b> | <b>11 686 990</b> | <b>11 273 165</b> | <b>11 257 985</b> |

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant et d'intervention de la sous-action 6 s'élève à 11 273 165 € en AE et 11 257 985 € en CP.

Bien que les dépenses de la sous-action 6 soient globalement conformes à la prévision, on constate des écarts qui au final s'équilibrent :

**Sur les dépenses de fonctionnement**, l'écart s'explique par le fait que l'engagement prévu sur le marché Shungham n'a pas été fait en 2022 car il avait été effectué en novembre 2021. Les crédits programmés pour soutenir l'animation et la coordination dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne ont au final été financés sur un budget dédié. Enfin, le séminaire franco-allemand et la convention avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour le matériel informatique ITINEO n'ont pas nécessité de financement.

**Sur les dépenses d'intervention**, l'écart est lié au fait que deux contributions non prévues initialement se sont ajoutées (contribution obligatoire et volontaire à la convention alpine). Trois subventions prévues pour des associations européennes n'ont pas été versées. Enfin, plusieurs contributions volontaires non programmées ont été payées (convention pour la diversité biologique, sommet plastique à Dakar, sessions de négociation du traité des Nations Unies sur les océans).

Par ailleurs, les dépenses relatives au partenariat associatif restent globalement conformes à la prévision.

**« SOUS-ACTION 7 : Fonctionnement courant du Commissariat général à l'environnement et au développement durable (CGEDD) »**

Après le retraitement des retraits d'engagements antérieurs (REJB et recyclages), le total réel des dépenses de fonctionnement courant au titre de la sous-action 7 s'élève à 1 103 432 € en AE et 1 121 213 € en CP pour une prévision de 697 101 € en AE et en CP.

L'écart à la prévision en AE et CP s'explique notamment par un virement de crédits de la direction générale de la prévention des risques (DGPR) pour pourvoir aux besoins d'installation d'un bureau enquête accident « Risques » (BEA-RI) mis en place consécutivement à l'accident industriel survenu le 26 septembre 2019 à Rouen (incendie de l'usine Lubrizol).

Par ailleurs, un rétablissement de crédits de 178 000 €, attendu initialement en 2022, a été décalé en 2023.

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

### « SOUS-ACTION 8 : MOYENS CONSACRÉS A L'ENPC ET L'ENTPE »

| Activités   | Prévision         |                   | Exécution         |                   |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | AE                | CP                | AE                | CP                |
| École nationale des Ponts et Chaussées (ENPC)         | 27 300 030        | 27 300 030        | 27 139 368        | 27 139 368        |
| École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) | 19 451 043        | 19 451 043        | 19 954 555        | 19 954 555        |
| <b>Total</b>  | <b>46 751 073</b> | <b>46 751 073</b> | <b>47 093 923</b> | <b>47 093 923</b> |

L'écart entre la prévision et l'exécution est détaillé dans le volet « opérateurs ».

98 € en AE et CP ont été imputés par erreur sur cette sous-action.

### ACTION

#### 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport

| Action / Sous-action                                     | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                     |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>                                       |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 08 – Personnels œuvrant pour les politiques de transport | 572 602 476                | 592 023 193   | <b>572 602 476</b> | 572 602 476         | 592 023 193   | <b>572 602 476</b> |
|  |                            |               | <b>592 023 193</b> |                     |               | <b>592 023 193</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 572 602 476                   | 592 023 193        | 572 602 476                   | 592 023 193        |
| Rémunérations d'activité                     | 358 742 020                   | 375 663 827        | 358 742 020                   | 375 663 827        |
| Cotisations et contributions sociales        | 210 077 653                   | 213 185 126        | 210 077 653                   | 213 185 126        |
| Prestations sociales et allocations diverses | 3 782 803                     | 3 174 240          | 3 782 803                     | 3 174 240          |
| <b>Total</b>                                 | <b>572 602 476</b>            | <b>592 023 193</b> | <b>572 602 476</b>            | <b>592 023 193</b> |

**ACTION****09 – Personnels oeuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières"**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation                 | Autorisations d'engagement |               |          | Crédits de paiement |               |          |
|---|----------------------------|---------------|----------|---------------------|---------------|----------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total    | Titre 2             | Autres titres | Total    |
| 09 – Personnels oeuvrant pour les politiques du programme "Sécurité et éducation routières" | 294                        |               | 0<br>294 | 294                 |               | 0<br>294 |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                    | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|---------------------------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|                                       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel       |                               | 294         |                               | 294         |
| Rémunérations d'activité              |                               | 233         |                               | 233         |
| Cotisations et contributions sociales |                               | 62          |                               | 62          |
| <b>Total</b>                          |                               | <b>294</b>  |                               | <b>294</b>  |

**ACTION****11 – Personnels oeuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes"**

| Action / Sous-action<br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation    | Autorisations d'engagement |               |                            | Crédits de paiement        |               |                            |
|--|----------------------------|---------------|----------------------------|----------------------------|---------------|----------------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total                      | Titre 2                    | Autres titres | Total                      |
| 11 – Personnels oeuvrant pour les politiques du programme "Affaires maritimes" | 191 817 142<br>201 522 059 |               | 191 817 142<br>201 522 059 | 191 817 142<br>201 522 059 |               | 191 817 142<br>201 522 059 |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie              | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|---------------------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|                                 | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel | 191 817 142                   | 201 522 059 | 191 817 142                   | 201 522 059 |
| Rémunérations d'activité        | 119 042 280                   | 127 038 247 | 119 042 280                   | 127 038 247 |



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Cotisations et contributions sociales        | 71 414 785                    | 73 257 440         | 71 414 785                    | 73 257 440         |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 360 077                     | 1 226 371          | 1 360 077                     | 1 226 371          |
| <b>Total</b>                                 | <b>191 817 142</b>            | <b>201 522 059</b> | <b>191 817 142</b>            | <b>201 522 059</b> |

### ACTION

#### 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                                     |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>   |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 13 – Personnels œuvrant pour la politique de l'eau et de la biodiversité | 266 892 032                |               | <b>266 892 032</b> | 266 892 032         |               | <b>266 892 032</b> |
|  | 272 289 238                |               | <b>272 289 238</b> | 272 289 238         |               | <b>272 289 238</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 266 892 032                   | 272 289 238        | 266 892 032                   | 272 289 238        |
| Rémunérations d'activité                     | 165 484 186                   | 173 681 534        | 165 484 186                   | 173 681 534        |
| Cotisations et contributions sociales        | 99 442 732                    | 96 891 874         | 99 442 732                    | 96 891 874         |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 965 114                     | 1 715 830          | 1 965 114                     | 1 715 830          |
| <b>Total</b>                                 | <b>266 892 032</b>            | <b>272 289 238</b> | <b>266 892 032</b>            | <b>272 289 238</b> |

### ACTION

#### 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat

| Action / Sous-action  | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>  |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>  |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 15 – Personnels œuvrant pour les politiques du programme Urbanisme, territoires et aménagement de l'habitat | 655 632 033                |               | <b>655 632 033</b> | 655 632 033         |               | <b>655 632 033</b> |
|   | 646 268 917                |               | <b>646 268 917</b> | 646 268 917         |               | <b>646 268 917</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 655 632 033                   | 646 268 917        | 655 632 033                   | 646 268 917        |
| Rémunérations d'activité                     | 402 727 643                   | 409 095 257        | 402 727 643                   | 409 095 257        |
| Cotisations et contributions sociales        | 248 320 094                   | 233 697 547        | 248 320 094                   | 233 697 547        |
| Prestations sociales et allocations diverses | 4 584 296                     | 3 476 113          | 4 584 296                     | 3 476 113          |
| <b>Total</b>                                 | <b>655 632 033</b>            | <b>646 268 917</b> | <b>655 632 033</b>            | <b>646 268 917</b> |

## ACTION

## 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques

| Action / Sous-action   | Autorisations d'engagement |               |                    | Crédits de paiement |               |                    |
|--|----------------------------|---------------|--------------------|---------------------|---------------|--------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total              | Titre 2             | Autres titres | Total              |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>                                   |                            |               |                    |                     |               |                    |
| <i>Réalisation</i>   |                            |               |                    |                     |               |                    |
| 16 – Personnels œuvrant pour la politique de la prévention des risques | 255 432 514                |               | <b>255 432 514</b> | 255 432 514         |               | <b>255 432 514</b> |
|  | 263 042 596                |               | <b>263 042 596</b> | 263 042 596         |               | <b>263 042 596</b> |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|--|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 255 432 514                   | 263 042 596        | 255 432 514                   | 263 042 596        |
| Rémunérations d'activité                     | 158 575 230                   | 168 210 522        | 158 575 230                   | 168 210 522        |
| Cotisations et contributions sociales        | 94 961 010                    | 93 144 653         | 94 961 010                    | 93 144 653         |
| Prestations sociales et allocations diverses | 1 896 274                     | 1 687 421          | 1 896 274                     | 1 687 421          |
| <b>Total</b>                                 | <b>255 432 514</b>            | <b>263 042 596</b> | <b>255 432 514</b>            | <b>263 042 596</b> |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

### ACTION

#### 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères

| Action / Sous-action                                       | Autorisations d'engagement |               |                        | Crédits de paiement |               |                        |
|--|----------------------------|---------------|------------------------|---------------------|---------------|------------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres | Total                  | Titre 2             | Autres titres | Total                  |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation        |                            |               |                        |                     |               |                        |
| 18 – Personnels relevant de programmes d'autres ministères | 5 629 244                  |               | 5 629 244 <sup>0</sup> | 5 629 244           |               | 5 629 244 <sup>0</sup> |

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                  |
|--|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              |                               | 5 629 244        |                               | 5 629 244        |
| Rémunérations d'activité                     |                               | 3 435 694        |                               | 3 435 694        |
| Cotisations et contributions sociales        |                               | 2 159 694        |                               | 2 159 694        |
| Prestations sociales et allocations diverses |                               | 33 856           |                               | 33 856           |
| <b>Total</b>                                 |                               | <b>5 629 244</b> |                               | <b>5 629 244</b> |

### ACTION

#### 22 – Personnels transférés aux collectivités territoriales

| Action / Sous-action | Autorisations d'engagement |               |       | Crédits de paiement |               |       |
|----------------------|----------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|-------|
|                      | Titre 2                    | Autres titres | Total | Titre 2             | Autres titres | Total |

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 19 555 502                    | 20 179 399        | 19 555 502                    | 20 179 399        |
| Rémunérations d'activité                     | 15 455 903                    | 13 535 129        | 15 455 903                    | 13 535 129        |
| Cotisations et contributions sociales        | 4 073 493                     | 6 514 140         | 4 073 493                     | 6 514 140         |
| Prestations sociales et allocations diverses | 26 106                        | 130 131           | 26 106                        | 130 131           |
| <b>Total</b>                                 | <b>19 555 502</b>             | <b>20 179 399</b> | <b>19 555 502</b>             | <b>20 179 399</b> |

**ACTION****23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat**

| Action / Sous-action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |  | Crédits de paiement      |               |  |
|---|----------------------------|---------------|--|--------------------------|---------------|--|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total                                  | Titre 2                  | Autres titres | Total                                  |
| 23 – Personnels œuvrant pour les politiques de l'énergie et du climat           | 61 148 235<br>66 503 353   |               | <b>61 148 235</b><br><b>66 503 353</b> | 61 148 235<br>66 503 353 |               | <b>61 148 235</b><br><b>66 503 353</b> |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 61 148 235                    | 66 503 353        | 61 148 235                    | 66 503 353        |
| Rémunérations d'activité                     | 37 880 008                    | 43 460 003        | 37 880 008                    | 43 460 003        |
| Cotisations et contributions sociales        | 22 819 334                    | 22 376 464        | 22 819 334                    | 22 376 464        |
| Prestations sociales et allocations diverses | 448 893                       | 666 886           | 448 893                       | 666 886           |
| <b>Total</b>                                 | <b>61 148 235</b>             | <b>66 503 353</b> | <b>61 148 235</b>             | <b>66 503 353</b> |

**ACTION****25 – Commission nationale du débat public**

| Action / Sous-action<br><br><i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i><br>Réalisation | Autorisations d'engagement |               |       | Crédits de paiement |               |       |
|---|----------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|-------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total | Titre 2             | Autres titres | Total |

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|--|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 2 563 432                     | 2 560 348   | 2 563 432                     | 2 560 348   |
| Rémunérations d'activité                     | 1 771 491                     | 1 766 899   | 1 771 491                     | 1 766 899   |
| Cotisations et contributions sociales        | 754 083                       | 787 292     | 754 083                       | 787 292     |
| Prestations sociales et allocations diverses | 37 858                        | 6 157       | 37 858                        | 6 157       |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement         | 2 964 149                     | 2 212 244   | 2 964 149                     | 1 841 575   |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                  |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 2 964 149                     | 2 212 244        | 2 964 149                     | 1 841 575        |
| <b>Total</b>  | <b>5 527 581</b>              | <b>4 772 592</b> | <b>5 527 581</b>              | <b>4 401 923</b> |

Les crédits de fonctionnement (hors fonds de concours) de la CNDP, ont été consommés à hauteur de 673 100 € en AE et 724 683 € en CP. L'écart par rapport à la prévision s'explique par le report d'opérations, notamment dans le domaine de la communication et de l'informatique (tels que le report du projet de refonte du système d'information). Par ailleurs, la CNDP a sollicité moins d'expertises que les années précédentes sur les procédures de concertations.

Les crédits de fonds de concours prévus au PAP 2022 (2 000 000 € en AE et CP) ont été consommés à hauteur de 1 620 906 € en AE et 1 116 912 € en CP pour l'organisation d'un débat.

### ACTION

#### 26 – Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA)

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |       | Crédits de paiement |               |       |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|-------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total | Titre 2             | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |       |                     |               |       |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |       |                     |               |       |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                  | Crédits de paiement           |                  |
|---|-------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation      |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 1 455 251                     | 1 300 100        | 1 455 251                     | 1 300 100        |
| Rémunérations d'activité                                  | 1 009 620                     | 897 043          | 1 009 620                     | 897 043          |
| Cotisations et contributions sociales                     | 434 820                       | 397 907          | 434 820                       | 397 907          |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 10 811                        | 5 150            | 10 811                        | 5 150            |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 509 158                       | 480 838          | 509 158                       | 496 475          |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 509 158                       | 480 838          | 509 158                       | 496 475          |
| <b>Total</b>  | <b>1 964 409</b>              | <b>1 780 938</b> | <b>1 964 409</b>              | <b>1 796 575</b> |

Les crédits de l'ACNUSA de titre 3 sont destinés à couvrir ses dépenses dans les 4 domaines suivants : fonctionnement général, études, communication et documentation et le contentieux.

Le tableau ci-dessous détaille l'exécution des dépenses de ces 4 domaines :

| Activités                      | Prévision |         | Exécution |         |
|--------------------------------|-----------|---------|-----------|---------|
|                                | AE        | CP      | AE        | CP      |
| Fonctionnement courant         | 239 158   | 239 158 | 182 423   | 213 173 |
| Études                         | 100 000   | 100 000 | 58 520    | 33 760  |
| Communication et documentation | 80 000    | 80 000  | 87 122    | 84 997  |

|              |                |                |                |                |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| contentieux  | 90 000         | 90 000         | 157 417        | 164 545        |
| <b>Total</b> | <b>509 158</b> | <b>509 158</b> | <b>485 482</b> | <b>496 475</b> |

#### - Dépenses de fonctionnement courant :

Les dépenses sur ce poste connaissent une baisse significative par rapport à 2021. La baisse des envois de courriers en recommandé pour les procédures d'instructions, avec la montée en puissance de l'utilisation par les compagnies poursuivies du logiciel « Téléprocédure », explique en partie les économies faites sur ce poste. De même, le passage, conjoncturel, au 2<sup>e</sup> semestre de trois à deux apprentis a entraîné une baisse des frais de scolarité payés aux organismes de formation.

#### - Études :

Les crédits consacrés aux études en 2022 sont inférieurs à ceux de 2021 (33,7 k€ au lieu de 43,5 k€) et sont donc toujours très en deçà de ce que l'Autorité souhaite consacrer à son programme d'études (autour de 90 à 100 k€/an). La crise sanitaire a rendu plus difficile la préparation des cahiers des charges des études nécessaires en 2020/2021 et le changement de certains cadres techniques début 2022, n'a pas permis de mener à bien certaines des études inscrites dans le programme d'études de l'année. Seules les missions essentielles ont pu être assurées. Tout est fait pour que la production des rapports d'études que l'Autorité met à disposition de toutes les parties prenantes retrouve rapidement un niveau plus satisfaisant.

#### - Communication et la documentation :

L'année 2022 n'a pas connu d'événement exceptionnel. Les dépenses concernant ce poste restent du même ordre de grandeur qu'en 2021 (85 k€ au lieu de 93 k€) et couvrent les activités traditionnelles en ce domaine : communication institutionnelle, conception et publication des rapports de gestion et du rapport public, abonnements...

#### - Dépenses pour contentieux :

L'écart s'explique par le rythme de traitement des contentieux par le tribunal administratif et la cour administrative d'appel de Paris. Le nombre de recours traités par les juridictions administratives en 2022 a permis de réduire le stock des dossiers en instance. Les décisions favorables à l'Autorité ne dissuadent cependant pas les personnes poursuivies à se lancer dans de nouveaux recours.

## ACTION

### 27 – Commission de régulation de l'énergie (CRE)

| Action / Sous-action                 | Autorisations d'engagement |               |       | Crédits de paiement |               |       |
|--------------------------------------|----------------------------|---------------|-------|---------------------|---------------|-------|
|                                      | Titre 2                    | Autres titres | Total | Titre 2             | Autres titres | Total |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> |                            |               |       |                     |               |       |
| <i>Réalisation</i>                   |                            |               |       |                     |               |       |

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                    | Autorisations d'engagement    |             | Crédits de paiement           |             |
|---------------------------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------|
|                                       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation |
| Titre 2 : Dépenses de personnel       | 14 609 197                    | 15 244 014  | 14 609 197                    | 15 244 014  |
| Rémunérations d'activité              | 10 524 487                    | 11 078 076  | 10 524 487                    | 11 078 076  |
| Cotisations et contributions sociales | 3 957 340                     | 4 101 685   | 3 957 340                     | 4 101 685   |

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|---|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 127 370                       | 64 253            | 127 370                       | 64 253            |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 4 168 545                     | 3 969 769         | 6 729 215                     | 7 399 015         |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 4 168 545                     | 3 969 769         | 6 729 215                     | 7 399 015         |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         |                               | 112 363           |                               | 112 363           |
| Transferts aux autres collectivités                       |                               | 112 363           |                               | 112 363           |
| <b>Total</b>  | <b>18 777 742</b>             | <b>19 326 147</b> | <b>21 338 412</b>             | <b>22 755 392</b> |

En 2022, des crédits ont été mobilisés pour financer la rénovation des locaux, afin d'être en capacité de les relouer. Ils ont financé des travaux d'aménagements ainsi que l'achat de mobiliers et matériels pour les nouveaux espaces de travail. Dans le domaine informatique, les crédits ont permis d'acquérir des téléphones mobiles pour tous les agents et de renforcer les réseaux informatiques de l'immeuble.

De plus, une dotation de fin d'année en CP, a permis d'anticiper le paiement des deux trimestres de loyer 2023.

Il est par ailleurs à noter que deux conventions de sous-location ont été signées en 2022 pour 3 des 7 étages occupés par la CRE.

### ACTION

#### 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique

| Action / Sous-action  | Autorisations d'engagement |               |                   | Crédits de paiement |               |                   |
|---|----------------------------|---------------|-------------------|---------------------|---------------|-------------------|
|   | Titre 2                    | Autres titres | Total             | Titre 2             | Autres titres | Total             |
| <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>  |                            |               |                   |                     |               |                   |
| <i>Réalisation</i>  |                            |               |                   |                     |               |                   |
| 28 – Personnels œuvrant dans le domaine de la stratégie et de la connaissance des politiques de transition écologique | 50 360 879                 | 48 454 136    | <b>50 360 879</b> | 50 360 879          | 48 454 136    | <b>50 360 879</b> |
|   |                            |               | <b>48 454 136</b> |                     |               | <b>48 454 136</b> |

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement    |                   | Crédits de paiement           |                   |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|
|  | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation       |
| Titre 2 : Dépenses de personnel              | 50 360 879                    | 48 454 136        | 50 360 879                    | 48 454 136        |
| Rémunérations d'activité                     | 31 362 213                    | 31 753 872        | 31 362 213                    | 31 753 872        |
| Cotisations et contributions sociales        | 18 616 722                    | 16 156 194        | 18 616 722                    | 16 156 194        |
| Prestations sociales et allocations diverses | 381 944                       | 544 069           | 381 944                       | 544 069           |
| <b>Total</b>                                 | <b>50 360 879</b>             | <b>48 454 136</b> | <b>50 360 879</b>             | <b>48 454 136</b> |





## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Justification au premier euro

### Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

#### RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

| Opérateur financé (Programme chef de file)<br>Nature de la dépense   | Réalisation 2021           |                     | Prévision LFI 2022         |                     | Réalisation 2022           |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>ENSM - Ecole nationale supérieure maritime (P205)</b>   | <b>11 333</b>              | <b>11 333</b>       |                            |                     |                            |                     |
| Subventions pour charges de service public   | 11 333                     | 11 333              |                            |                     |                            |                     |
| <b>ONF - Office national des forêts (P149)</b>   |                            |                     |                            |                     | <b>4 300</b>               | <b>4 300</b>        |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 4 300                      | 4 300               |
| <b>Météo-France (P159)</b>   |                            |                     |                            |                     | <b>4 467 624</b>           | <b>4 467 624</b>    |
| Subventions pour charges de service public   |                            |                     |                            |                     | 4 467 624                  | 4 467 624           |
| <b>OFB - Office français de la biodiversité (P113)</b>   | <b>193 333</b>             | <b>193 333</b>      |                            |                     | <b>982 943</b>             | <b>974 804</b>      |
| Subventions pour charges de service public   | 193 333                    | 193 333             |                            |                     | 966 665                    | 966 665             |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 16 278                     | 8 139               |
| <b>IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)</b>                                    | <b>833 000</b>             | <b>833 000</b>      |                            |                     | <b>4 439 172</b>           | <b>4 439 172</b>    |
| Subventions pour charges de service public   | 833 000                    | 833 000             |                            |                     | 4 439 172                  | 4 439 172           |
| <b>ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées (P217)</b>  | <b>26 943 384</b>          | <b>26 943 384</b>   | <b>27 300 030</b>          | <b>27 300 030</b>   | <b>27 139 368</b>          | <b>27 139 368</b>   |
| Subventions pour charges de service public   | 26 943 384                 | 26 943 384          | 27 300 030                 | 27 300 030          | 27 139 368                 | 27 139 368          |
| <b>CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159)</b> | <b>2 595 833</b>           | <b>2 595 833</b>    |                            |                     | <b>13 147 037</b>          | <b>13 147 037</b>   |
| Subventions pour charges de service public   | 2 555 833                  | 2 555 833           |                            |                     | 13 087 037                 | 13 087 037          |
| Transferts   | 40 000                     | 40 000              |                            |                     | 60 000                     | 60 000              |
| <b>ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (P217)</b>  | <b>19 642 501</b>          | <b>19 642 501</b>   | <b>19 451 043</b>          | <b>19 451 043</b>   | <b>19 954 555</b>          | <b>19 954 555</b>   |
| Subventions pour charges de service public   | 19 642 501                 | 19 642 501          | 19 451 043                 | 19 451 043          | 19 954 555                 | 19 954 555          |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>   | <b>15 000</b>              | <b>15 000</b>       |                            |                     | <b>180 000</b>             | <b>135 000</b>      |
| Transferts   | 15 000                     | 15 000              |                            |                     | 180 000                    | 135 000             |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>   | <b>36 000</b>              | <b>24 000</b>       |                            |                     | <b>30 000</b>              | <b>30 000</b>       |
| Transferts   | 36 000                     | 24 000              |                            |                     | 30 000                     | 30 000              |
| <b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)</b>                                   |                            |                     |                            |                     | <b>700</b>                 | <b>700</b>          |
| Subventions pour charges de service public   |                            |                     |                            |                     | 700                        | 700                 |
| <b>CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)</b>  |                            |                     |                            |                     |                            | <b>12 500</b>       |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     |                            | 12 500              |
| <b>ENAC - Ecole nationale de l'aviation civile (P613)</b>  |                            |                     |                            |                     | <b>10 500</b>              | <b>10 500</b>       |
| Subventions pour charges de service public   |                            |                     |                            |                     | 10 500                     | 10 500              |
| <b>VNF - Voies navigables de France (P203)</b>   | <b>787 500</b>             | <b>787 500</b>      |                            |                     | <b>3 937 500</b>           | <b>3 937 500</b>    |
| Subventions pour charges de service public   | 787 500                    | 787 500             |                            |                     | 3 937 500                  | 3 937 500           |
| <b>Total</b>   | <b>51 057 884</b>          | <b>51 045 884</b>   | <b>46 751 073</b>          | <b>46 751 073</b>   | <b>74 293 699</b>          | <b>74 253 060</b>   |
| Total des subventions pour charges de service public   | 50 966 884                 | 50 966 884          | 46 751 073                 | 46 751 073          | 74 003 121                 | 74 003 121          |
| Total des transferts   | 91 000                     | 79 000              |                            |                     | 290 578                    | 249 939             |

En projet de loi de finances 2022, les subventions pour charges de service public de l'ENPC et de l'ENTPE s'élevaient respectivement à 27,30 M€ et à 19,45 M€.

Ces montants ont été ramenés respectivement à 26,93 M€ et 19,19 M€ après mise en réserve.

Compte tenu des mouvements intervenus en gestion, le montant des crédits finalement alloués aux deux opérateurs de l'État (sur la catégorie 32 et relevant de l'action 5) s'est élevé en 2022 à 47,09 M€, dont 27,14 M€ pour l'ENPC et 19,95 M€ pour l'ENTPE.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

### EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur   | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                     |                | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|---|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
|   |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis |   |
| ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées         | 0  | 302                               | 148          | 0                   | 3              | 0   |
|   | 0  | 307                               | 174          | 0                   | 0              | 0   |
|   | 0  | 307                               | 166          | 0                   | 4              | 24  |
| ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat | 14   | 158                               | 28           | 0                   | 0              | 13  |
|   | 19   | 158                               | 35           | 0                   | 0              | 15  |
|   | 23   | 158                               | 29           | 0                   | 0              | 11  |
| <b>Total</b>  | <b>14</b>  | <b>460</b>                        | <b>176</b>   | <b>0</b>            | <b>3</b>       | <b>13</b>                                 |
|   | <b>19</b>  | <b>465</b>                        | <b>209</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>       | <b>15</b>                                 |
|   | <b>23</b>  | <b>465</b>                        | <b>195</b>   | <b>0</b>            | <b>4</b>       | <b>35</b>                                 |

\* Les emplois sous plafond 2022 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

### SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

|                                    | Prévision ETPT | Réalisation ETPT |
|------------------------------------|----------------|------------------|
| <b>Emplois sous plafond 2022 *</b> | <b>465</b>     | <b>465</b>       |

\* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2022 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022

|                              | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2022 en ETP | 0             | 0               |

En LFI 2022, le schéma d'emplois de l'ENPC et de l'ENTPE se sont vu notifier un schéma d'emplois nul, renouvelant ainsi leur autorisation d'emplois sous plafond à 307 ETPT pour l'ENPC et 158 ETPT pour l'ENTPE.

L'ENTPE et l'ENPC ont consommé la totalité de leurs emplois sous plafond.

## FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Intitulé de l'opérateur                               | Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|---|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées         | 718 275               | 635 000             | 664 181               |
| ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat | 0                     | 0                   | 0                     |
| <b>Total</b>  | <b>718 275</b>        | <b>635 000</b>      | <b>664 181</b>        |

---

**Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables**

---

Programme n° 217 | Justification au premier euro

# Opérateurs

## OPÉRATEUR

ENPC - Ecole nationale des Ponts et Chaussées

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

#### Missions

L'École nationale des ponts et chaussées assure la formation initiale et continue d'ingénieurs possédant des compétences scientifiques, techniques et générales de haut niveau, les rendant aptes à exercer des fonctions d'encadrement et de responsabilité dans les domaines de l'écologie, de l'équipement, de l'aménagement et du développement des territoires, de l'urbanisme et de la construction, des transports et de leurs infrastructures, de l'énergie et du climat, de l'industrie, de l'économie et de l'environnement.

Dans ses domaines de compétence, l'École mène des actions de recherche et participe à la diffusion des connaissances. Elle exerce ses activités sur le plan national et international.

Elle a vocation à former des ingénieurs et des chercheurs de haut niveau pour l'administration (ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts) et les entreprises. Elle est habilitée à délivrer le diplôme d'ingénieur de l'École nationale des ponts et chaussées valant grade de master, des diplômes de master ainsi que le diplôme de docteur. Elle accueille chaque année environ 2 000 élèves.

En tant qu'école de la transition écologique, elle est notamment soucieuse de renforcer la dimension « climat » de ses enseignements déjà verdis.

#### Gouvernance et pilotage stratégique

Forme juridique : établissement public scientifique, culturel et professionnel de type « Grand établissement »

Date de création : 1747

Texte de référence : décret n° 93-1289 du 8 décembre 1993 modifié relatif à l'École nationale des ponts et chaussées

Directeur général : Anthony Briant

Président du conseil d'administration : Benoît de Ruffray

Conseil d'administration : 24 membres dont :

- 5 membres de droit représentant les tutelles ;
- 9 personnalités qualifiées dont 2 représentants de l'association des anciens élèves ;
- 10 représentants élus (professeurs, autres enseignants et chercheurs, personnel administratif et technique et élèves).

Contrôleur budgétaire : CBCM au MTECT (contrôle budgétaire a posteriori)

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Opérateurs

### FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2021           |                     | Prévision LFI 2022         |                     | Réalisation 2022           |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>P354 – Administration territoriale de l'État</b>  |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| Subventions pour charges de service public   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| <b>P209 – Solidarité à l'égard des pays en développement</b>   | 8                          | 8                   |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 8                          | 8                   |                            |                     |                            |                     |
| <b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>  | 92                         | 32                  |                            |                     |                            | 38                  |
| Transferts   | 92                         | 32                  |                            |                     |                            | 38                  |
| <b>P129 – Coordination du travail gouvernemental</b>   | 4                          |                     |                            |                     | 12                         | 16                  |
| Transferts   | 4                          |                     |                            |                     | 12                         | 16                  |
| <b>P203 – Infrastructures et services de transports</b>  | 23                         | 44                  |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 23                         | 44                  |                            |                     |                            |                     |
| <b>P205 – Affaires maritimes</b>   | 4                          | 4                   |                            |                     | 4                          |                     |
| Transferts   | 4                          | 4                   |                            |                     | 4                          |                     |
| <b>P159 – Expertise, information géographique et météorologie</b>  |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| <b>P181 – Prévention des risques</b>   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| <b>P174 – Énergie, climat et après-mines</b>   | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| <b>P217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables</b> | 26 943                     | 26 943              | 27 300                     | 27 300              | 27 139                     | 27 139              |
| Subventions pour charges de service public   | 26 943                     | 26 943              | 27 300                     | 27 300              | 27 139                     | 27 139              |
| <b>P305 – Stratégies économiques</b>   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 4                          | 4                   |
| <b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>  | 286                        | 286                 | 57                         | 57                  | 82                         | 82                  |
| Subventions pour charges de service public   | 286                        | 286                 | 57                         | 57                  | 82                         | 82                  |
| <b>P231 – Vie étudiante</b>  | 15                         | 15                  |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 15                         | 15                  |                            |                     |                            |                     |
| <b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>          |                            |                     |                            |                     | -15                        |                     |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | -15                        |                     |
| <b>P363 – Compétitivité</b>  |                            |                     |                            |                     | 50                         | 50                  |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 50                         | 50                  |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>  | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| <b>P162 – Interventions territoriales de l'État</b>  | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   | 4                          | 4                   |                            |                     |                            |                     |
| <b>P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>                                   | 310                        | 310                 |                            |                     |                            |                     |
| Dotations en fonds propres   | 310                        | 310                 |                            |                     |                            |                     |
| <b>Total</b>   | <b>27 698</b>              | <b>27 655</b>       | <b>27 357</b>              | <b>27 357</b>       | <b>27 288</b>              | <b>27 341</b>       |

Le montant en LFI 2022 de la SCSP de l'ENPC s'élevait à 27,30 M€, soit après mise en réserve, une dotation initiale de 26,93 M€. Le programme 217 a aussi versé :

- 0,18 M€ pour compensation de l'impact financier de l'application, pour les agents des corps ingénieurs des travaux publics de l'État et des techniciens supérieurs du développement durable affectés à l'ENPC, du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement personnel) ;
- 0,02 M€ destinés au financement du versement de l'aide exceptionnelle de solidarité aux étudiants boursiers (après transfert du programme 231 « Vie étudiante ») ;
- 0,02 M€ au titre de mesures reconventionnelles 2022 issues de la loi de programmation de la recherche (après transfert du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »).

Le programme 150 a par ailleurs versé à l'ENPC une subvention de de 0,08 M€ au titre, notamment, du financement des contrats doctoraux.

Le programme 363 « Compétitivité » a versé un transfert de 0,05 M€ à l'école et d'autres programmes (P354, P144, P129, P159, P181, P305) ont contribué à hauteur de plus faibles montants.

## COMPTE FINANCIER 2022

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 36 646              | 37 591                  | Subventions de l'État  | 27 132              | 27 046                  |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | <i>5 061</i>        | <i>5 024</i>            | <i>– subventions pour charges de service public</i>                                | <i>27 132</i>       | <i>27 046</i>           |
|   |                     |                         | <i>– crédits d'intervention( transfert)</i>  |                     |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 14 453              | 14 156                  | Fiscalité affectée   | 635                 | 664                     |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                         | Autres subventions   | 4 630               | 4 926                   |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 2 950               | 3 253                   | Revenus d'activité et autres produits  | 17 635              | 18 718                  |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | <i>2 950</i>        | <i>3 253</i>            | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               | <i>1 550</i>        | <i>1 195</i>            |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     |                         | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     |                         |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> |                     | <i>1 251</i>            |
| <b>Total des charges</b>  | <b>51 099</b>       | <b>51 747</b>           | <b>Total des produits</b>  | <b>50 031</b>       | <b>51 354</b>           |
| Résultat : bénéfice   |                     |                         | Résultat : perte   | 1 068               | 393                     |
| Total : équilibre du CR   | 51 099              | 51 747                  | Total : équilibre du CR  | 51 099              | 51 747                  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Opérateurs

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 332                 | 414                     |
| Investissements                      | 4 558               | 3 248                   | Financement de l'actif par l'État                      |                     | 1 273                   |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 624                 | 179                     |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     | 163                     |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     | 271                     |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>4 558</b>        | <b>3 248</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>956</b>          | <b>2 300</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 3 601               | 948                     |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'ENPC a disposé en 2022 d'un budget global de 51,4 M€ dont 53 % proviennent de subventions pour charges de service public (59 % en 2021). La SCSP baisse de 1 % par rapport à 2021. Les autres subventions de fonctionnement progressent de 10 % par rapport à 2021 et les produits d'activité (droits de scolarité, taxe d'apprentissage, produits de la formation continue ainsi que produits liés aux conventions de recherche) augmentent de 20 %.

Les principaux écarts, entre le budget initial et le compte financier proviennent d'une sous-exécution des dépenses d'investissement dans l'immobilier et l'informatique (contrôle d'accès, appel d'offre SI finance et projet PMR phase 3 décalé).

L'ENPC clôt l'exercice 2022 avec une perte de 0,39 M€ (contre un bénéfice de 1,68 M€ en 2021). Le résultat d'exploitation est pour la première fois déficitaire depuis 2018. Il s'agissait cependant d'une tendance baissière qui s'est nettement accentuée après deux exercices qui restaient néanmoins bénéficiaires. On constate :

- une augmentation de 12 % des charges de fonctionnement : les dépenses de gaz et d'électricité baissent (-46 % soit -0,26 M€) en raison notamment du raccordement à la géothermie et de l'installation des capteurs de mouvement permettant de réduire l'éclairage, ainsi que celles relatives aux frais de gardiennage (-24 % soit -0,15 M€) ou aux locations immobilières et charges locatives (-43 % soit -0,11 M€) ; en revanche la charge liée à la maintenance multi-technique augmente de 38 % (+0,17 M€) et les frais de missions, réceptions et colloques augmentent de 156 % (+0,95 M€) retrouvant ainsi le niveau de 2019 (1,59 M€ pour 2019 et 1,55 M€ pour 2022).
- une hausse des investissements.
- Les dépenses de personnel augmentent de manière plus conséquente (+14 % soit +4,60 M€) passant de 32,99 M€ en 2021 à 37,59 M€ en 2022. Cette hausse s'explique principalement par la hausse du nombre d'agents (saturation du plafond d'emplois et recrutements sur ressources propres), la hausse du point d'indice fonction publique de 3,5 % décidée par le Gouvernement au 1<sup>er</sup> juillet 2022, le paiement des indemnités spécifiques de services (ISS) 2010-2011 et de l'ISS 2020, le paiement d'une partie des vacances des années antérieures restées en instance et leur impact sur les cotisations sociales.
- l'évolution des autres charges de fonctionnement : si le niveau des bourses a augmenté de 30 % (+0,28 M€), celui des subventions versées a diminué de 0,15 M€, passant de 1,79 M€ en 2021 à 1,64 M€ en 2022 (-8 %).
- une augmentation des charges de gestion (+31 %) provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices antérieurs (diminution des recettes à hauteur de 0,073 M€) en raison notamment de visas non accordés empêchant les élèves étrangers de venir à l'école ou de la prise en charge des frais de scolarité par une société obligeant à annuler le titre déjà émis sur l'élève.

Le fonds de roulement de 13,77 M€ est en diminution par rapport à 2021 (14,72 M€).

La capacité d'autofinancement s'est elle aussi amenuisée compte tenu des résultats en baisse (0,41 M€) par rapport à 2021 (3,23 M€).

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 24 270                | 19 074              | 21 583                |

La trésorerie s'établit à 21,58 M€ au 31 décembre 2022 contre 24,27 M€ au 31 décembre 2021 soit une baisse de 2,69 M€, impact du résultat négatif d'exploitation et d'une meilleure exécution des dépenses associée à un ralentissement de la croissance des recettes, renforcée par une baisse des dotations nettes en amortissements de 0,74 M€ sur la même période.

D'autre part, le cycle d'investissements a nécessité des prélèvements sur la trésorerie à hauteur de 1,6 M€. En effet, l'école a lancé plusieurs chantiers de rénovation financés par son fonds de roulement (rénovation de l'amphithéâtre Cauchy, travaux d'étanchéité de la toiture, rénovation des ascenseurs, etc.). Par ailleurs, elle a perçu une subvention d'investissement dans le cadre du projet TIGRE pour un montant total de 1,27 M€ pour réaliser des travaux permettant des économies d'énergie sur le bâtiment Carnot-Cassini. Ces travaux ont été engagés en 2021, se sont poursuivis en 2022 et seront achevés en 2023.

Les flux de trésorerie liés aux opérations financières s'expliquent par le dépôt reçu par l'Union européenne dans le cadre du projet CE-IOT pour lequel l'école est pilote (0,22 M€), la récupération d'avances versées sur des commandes d'immobilisations corporelles (0,064 M€), ainsi que le versement de l'IGN pour financer les travaux de rénovation de la toiture (0,40 M€) et qu'il faudra reverser aux partenaires (augmentation des dettes financières). Les dettes liées au personnel ont aussi sensiblement augmenté (+54 % par rapport à 2021).

Le ratio de liquidité est de 167 jours soit une baisse de 35 jours par rapport à l'exercice précédent.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2022 |               | Compte financier 2022 * |               |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|  | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel (yc enveloppe recherche)           | 36 646              | 36 646        | 36 915                  | 36 915        |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche)      | 12 126              | 11 503        | 12 671                  | 10 247        |
| Intervention                                 | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| Investissement (yc enveloppe recherche)      | 3 804               | 4 558         | 3 390                   | 3 054         |
| <b>Dont enveloppe recherche</b>              | <b>23 939</b>       | <b>23 991</b> | <b>25 058</b>           | <b>25 193</b> |
| - Personnel enveloppe recherche              | 20 691              | 20 691        | 22 160                  | 22 160        |
| - Fonctionnement enveloppe recherche         | 2 104               | 2 056         | 1 990                   | 1 900         |
| - Investissement enveloppe recherche         | 1 144               | 1 244         | 908                     | 1 133         |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>52 576</b>       | <b>52 707</b> | <b>52 976</b>           | <b>50 216</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 5 061               | 5 061         | 5 024                   | 5 024         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée



## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>30 880</b>       | <b>31 274</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 26 938              | 27 311                  |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 4                       |
| Fiscalité affectée                              | 635                 | 664                     |
| Autres financements publics                     | 102                 | 271                     |
| Recettes propres                                | 3 206               | 3 025                   |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>16 860</b>       | <b>16 848</b>           |
| Financements de l'État fléchés                  | 201                 | 278                     |
| Autres financements publics fléchés             | 3 661               | 4 202                   |
| Recettes propres fléchées                       | 12 997              | 12 369                  |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>47 740</b>       | <b>48 122</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>4 967</b>        | <b>2 094</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination                 | Personnel      |                    | Fonctionnement |       | Intervention |    | Investissement |     | Total  |        |
|-----------------------------|----------------|--------------------|----------------|-------|--------------|----|----------------|-----|--------|--------|
|                             | Budget initial | Compte financier * | AE             | CP    | AE           | CP | AE             | CP  | AE     | CP     |
| Diffusion des connaissances | 1 189          |                    | 271            | 334   | 0            | 0  | 11             | 11  | 1 470  | 1 534  |
|                             | 1 088          |                    | 288            | 348   | 0            | 0  | 9              | 9   | 1 386  | 1 445  |
| Enseignement                | 8 478          |                    | 4 119          | 4 119 | 0            | 0  | 148            | 148 | 12 745 | 12 745 |
|                             | 8 122          |                    | 4 178          | 3 037 | 0            | 0  | 72             | 14  | 12 372 | 11 173 |

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>4 967</b>        | <b>2 094</b>            |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 2 066               | 1 190                   |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 3 006                   |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>7 033</b>        | <b>6 290</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 0                       |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 0                       |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>7 033</b>        | <b>6 290</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 219                     |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 2 106               | 1 540                   |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 1 844                   |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>2 106</b>        | <b>3 602</b>            |

(en milliers d'euros)

| Financements                                     | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--|---------------------|-------------------------|
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b> | <b>4 926</b>        | <b>2 688</b>            |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée            | 0                   | 563                     |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée        | 4 926               | 2 124                   |
| <b>Total des financements</b>                    | <b>7 033</b>        | <b>6 290</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les principaux écarts entre les prévisions du BI et le compte financier s'expliquent par une sous-exécution des dépenses d'investissement immobilier et informatique (contrôle d'accès, appel d'offre SI finance et projet PMR phase 3 décalé).

Le solde budgétaire s'établit à -2 M€, du fait notamment d'un taux de consommation en fonctionnement et investissement en hausse, qui retrouve un niveau équivalant à celui d'avant la crise sanitaire (93 % avec une exécution à 100 % pour les dépenses de personnel, à 83 % pour les dépenses de fonctionnement nuancée par une sous consommation pour les dépenses d'investissement de 67 %).

Ce résultat est à mettre au regard du résultat patrimonial déficitaire de -0,4 M€ (en 2021, le résultat était bénéficiaire de 1,68 M€).

Il est noté par ailleurs une forte hausse des investissements en raison des travaux de rénovation qui a nécessité un prélèvement sur fond de roulement. La capacité d'autofinancement, alimentée par le résultat d'exploitation, en baisse par rapport à 2021, n'est pas suffisante pour financer la totalité des investissements de l'exercice.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2021<br>(1) | Prévision 2022<br>(2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>450</b>              | <b>481</b>            | <b>473</b>       |
| – sous plafond                                       | 302                     | 307                   | 307              |
| – hors plafond                                       | 148                     | 174                   | 166              |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                | 3                       |                       | 4                |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       | <b>24</b>        |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       | 24               |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

L'autorisation d'emplois a été fixée en LFI 2022 à 481 ETPT dont 307 ETPT sous plafond.

En 2022, la réalisation des emplois autorisés se situe à 473 ETPT, dont 307 ETPT sous plafond et 166 ETPT hors plafond. La sous-exécution des emplois hors plafond s'explique par un report de la conclusion de contrats de recherche supplémentaires financés sur ressources propres.

Les 24 autres emplois en fonction dans l'opérateur correspondent aux 25 ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts mis à disposition de l'ENPC à titre gratuit. Pour rappel, l'ENPC bénéficie du régime des « responsabilités et compétences élargies » (RCE) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

## OPÉRATEUR

ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

#### Missions

L'ENTPE, établissement d'enseignement supérieur et de recherche, forme des ingénieurs et cadres en formation initiale et continue, appelés à porter et déployer la transition écologique et solidaire dans les territoires, en s'appuyant sur les connaissances et innovations produites au sein de ses laboratoires de recherche. Elle intervient sur l'ensemble des champs professionnels de l'aménagement, de l'organisation et de la gestion des territoires urbanisés :

- bâtiments et infrastructures ;
- aménagement des territoires, politiques urbaines, urbanisme ;
- systèmes de transport et mobilités ;
- sols, eau et hydrosystèmes anthropisés : maîtrise des impacts et des risques environnementaux, prévention des pollutions et des nuisances, préservation de la biodiversité.

Elle est habilitée à délivrer le diplôme d'ingénieur de l'ENTPE, délivre des diplômes de master dans 8 mentions différentes, ainsi que le diplôme de doctorat dans 3 écoles doctorales partagées avec les autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche du site de Lyon Saint-Étienne. Elle délivre également des diplômes de mastère. Elle accueille chaque année environ 900 étudiants dont plus de 700 en cycle ingénieur. 50 % environ des élèves ingénieurs sont fonctionnaires.

L'école mène une activité de recherche à travers cinq laboratoires de recherche partagés avec d'autres établissements (universités, écoles, CNRS) dans lesquels travaillent une centaine de doctorants. Elle participe à la diffusion des connaissances et conduit des actions internationales et partenariales avec une capacité à faire dialoguer les acteurs publics et privés.

#### Gouvernance et pilotage stratégique

Forme juridique : établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Date de création : 1954

Texte de référence : décret n° 2006-1545 du 7 décembre 2006 relatif à l'École nationale des travaux publics de l'État

Directrice générale : Cécile Delolme

Présidente du Conseil d'administration : Élisabeth Crépon

Conseil d'administration (35 membres) :

– 21 personnalités extérieures nommées par le ministre de tutelle (personnalités issues des employeurs des ingénieurs TPE, personnalités représentant l'enseignement supérieur et la recherche, personnalités issues des associations, des organisations syndicales et à titre personnel);

– 14 membres élus (enseignants dont l'école n'est pas l'employeur principal, chercheurs et enseignants internes, personnels administratif et technique, doctorants, étudiants de 3<sup>e</sup> année, masters, certificat d'études supérieures (CES), étudiants de 2<sup>e</sup> année, étudiants de 1<sup>re</sup> année).

Contrôleur budgétaire : CBCM au MTECT (contrôle budgétaire a posteriori)

## FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>Nature de la dépense  | Réalisation 2021           |                     | Prévision LFI 2022         |                     | Réalisation 2022           |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>P362 – Écologie</b>   | <b>3 698</b>               | <b>1 902</b>        |                            |                     |                            | <b>1 795</b>        |
| Dotations en fonds propres   | 3 698                      | 1 902               |                            |                     |                            | 1 795               |
| <b>P175 – Patrimoines</b>  |                            |                     |                            |                     | <b>9</b>                   | <b>9</b>            |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | 9                          | 9                   |
| <b>P203 – Infrastructures et services de transports</b>  |                            |                     |                            |                     |                            |                     |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     |                            |                     |
| <b>P217 – Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables</b> | <b>19 643</b>              | <b>19 643</b>       | <b>19 451</b>              | <b>19 451</b>       | <b>19 955</b>              | <b>19 955</b>       |
| Subventions pour charges de service public   | 19 643                     | 19 643              | 19 451                     | 19 451              | 19 955                     | 19 955              |
| <b>P190 – Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables</b>          |                            |                     |                            |                     | <b>-20</b>                 |                     |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | -20                        |                     |
| <b>P135 – Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</b>  |                            |                     |                            |                     | <b>-2</b>                  |                     |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | -2                         |                     |
| <b>P162 – Interventions territoriales de l'État</b>  |                            |                     |                            |                     | <b>-1</b>                  |                     |
| Transferts   |                            |                     |                            |                     | -1                         |                     |
| <b>P723 – Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>                                   |                            |                     |                            |                     | <b>330</b>                 | <b>104</b>          |
| Dotations en fonds propres   |                            |                     |                            |                     | 330                        | 104                 |
| <b>Total</b>   | <b>23 340</b>              | <b>21 545</b>       | <b>19 451</b>              | <b>19 451</b>       | <b>20 270</b>              | <b>21 862</b>       |

Le montant en LFI 2022 de la SCSP de l'ENTPE s'élevait à 19,45 M€, soit après mise en réserve, une dotation initiale de 19,19 M€. Le programme 217 a aussi versé :

- 0,66 M€ pour compenser le solde des indemnités spécifiques de service (ISS) des corps techniques de l'année 2020 ;
- 0,01 M€ destinés au financement du versement de l'aide exceptionnelle de solidarité aux étudiants boursiers (après transfert du programme 231 « Vie étudiante ») ;
- 0,02 M€ au titre de mesures reconventionnelles 2022 issues de la loi de programmation de la recherche (après transfert du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »)
- 0,04 M€ pour l'action sociale et la médecine de prévention des ingénieurs élèves fonctionnaires ;
- 0,03 M€ pour la restauration des étudiants fonctionnaires.

Le montant total de la SCSP est légèrement supérieur à 2021 (19,64 M€). Elle permet à l'ENTPE de couvrir ses charges de personnel sous plafond d'emplois ainsi que ses charges d'exploitation (fonctionnement courant, entretien et maintenance).

L'ENTPE a par ailleurs perçu une subvention complémentaire au titre du plan de relance de 0,10 M€. L'ENTPE est en attente du versement, au titre de l'appel à projets résilience, de 0,23 M€ et du financement Intracting de 0,93 M€.

La subvention relative au plan de relance s'inscrit dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2016-2023 de l'ENTPE, approuvé par la direction de l'immobilier de l'État (DIE) le 29 juillet 2019.

Plusieurs opérations, permettant des économies d'énergie, une baisse des émissions de GES, des impacts positifs sur l'environnement (biodiversité, économie circulaire, etc.), ont été engagées depuis 2020 :

- rénovation des toitures terrasses ;
- isolation thermique des planchers bas des bâtiments D et A-B ;
- gestion des eaux pluviales, des eaux de nappe ;

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Opérateurs

- rénovation de la piscine et de ses vestiaires ;
- réfection de l'éclairage (relamping) ;
- travaux sur les installations de chauffage et de ventilation ;
- élargissement du périmètre de la gestion technique centralisée (GTC).

### COMPTE FINANCIER 2022

#### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

### COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Produits   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel   | 15 602              | 15 679                  | Subventions de l'État  | 19 194              | 19 984                  |
| <i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>                           | 3 531               | 4 038                   | – subventions pour charges de service public                                       | 19 194              | 19 984                  |
|   |                     |                         | – crédits d'intervention( transfert)   |                     |                         |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                             | 7 780               | 8 505                   | Fiscalité affectée   |                     |                         |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                         | Autres subventions   | 1 927               | 2 192                   |
| Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention | 2 900               | 3 024                   | Revenus d'activité et autres produits  | 2 196               | 2 797                   |
| <i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>         | 2 900               | 3 024                   | <i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>               | 1 065               | 998                     |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>                 |                     |                         | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     |                         |
|   |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> |                     |                         |
| <b>Total des charges</b>  | <b>23 382</b>       | <b>24 184</b>           | <b>Total des produits</b>  | <b>23 316</b>       | <b>24 973</b>           |
| Résultat : bénéfice   |                     | 788                     | Résultat : perte   | 66                  |                         |
| Total : équilibre du CR   | 23 382              | 24 973                  | Total : équilibre du CR  | 23 382              | 24 973                  |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

### ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * | Ressources   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 1 769               | 2 815                   |
| Investissements                      | 6 534               | 4 603                   | Financement de l'actif par l'État                      | 3 008               | 198                     |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 454                 | 50                      |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     |                         |
| Remboursement des dettes financières |                     |                         | Augmentation des dettes financières                    |                     |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>6 534</b>        | <b>4 603</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>5 231</b>        | <b>3 063</b>            |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 1 304               | 1 540                   |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les autres subventions, revenus d'activité et autres produits sont légèrement en hausse par rapport à 2021. Le résultat est bénéficiaire (0,79 M€), dans une moindre mesure qu'en 2021 (1,75 M€).

Le BI présentait un résultat prévisionnel déficitaire de 0,066 M€ alors que le résultat du compte financier fait apparaître un excédent de 0,79 M€, soit un écart de +0,85 M€. Cet écart est expliqué par des avances reçues plus tôt que prévu sur un projet européen, des écarts sur les estimations de payes, charges et dossiers de vacances non aboutis pour être mis en paye et des dépenses dans le cadre du marché UGAP ayant dû être reportées. D'autre part, les travaux réalisés permettent de réaliser les premières économies de fluides. Il y a par ailleurs un décalage entre le versement de l'intracring et le non-paiement des sommes dues au titre de la mise en place du nouveau SI pour insatisfaction, et enfin des reports de travaux.

L'ENTPE a disposé en 2022 d'un budget de 24,97 M€ dont 80 % proviennent de la subvention pour charges de service public.

La capacité d'autofinancement (2,81 M€) est en baisse par rapport à 2021 (3,17 M€), les ressources sont en baisse, les investissements en forte hausse, l'enveloppe de fonctionnement est aussi en hausse légère par rapport à l'exercice précédent. Il en résulte sur 2022 une diminution du fonds de roulement et dans une moindre mesure, une baisse de la trésorerie (11,07 M€ en 2021).

## TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

| Compte financier 2021 | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|
| 11 068                | 5 491               | 10 220                |

L'écart par rapport au montant inscrit au budget initial s'explique par des avances reçues pour des travaux.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                     | Budget initial 2022 |               | Compte financier 2022 * |               |
|--|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|  | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel (yc enveloppe recherche)           | 15 602              | 15 602        | 16 253                  | 16 253        |
| Fonctionnement (yc enveloppe recherche)      | 4 880               | 4 880         | 5 758                   | 5 984         |
| Intervention                                 | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| Investissement (yc enveloppe recherche)      | 2 589               | 6 534         | 3 473                   | 4 611         |
| <b>Dont enveloppe recherche</b>              | <b>7 208</b>        | <b>7 316</b>  | <b>7 681</b>            | <b>7 772</b>  |
| - Personnel enveloppe recherche              | 5 680               | 5 680         | 5 735                   | 5 735         |
| - Fonctionnement enveloppe recherche         | 667                 | 667           | 1 121                   | 1 152         |
| - Investissement enveloppe recherche         | 861                 | 969           | 825                     | 885           |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b>      | <b>23 071</b>       | <b>27 017</b> | <b>25 484</b>           | <b>26 848</b> |
| dont contributions employeur au CAS pensions | 3 531               | 3 531         | 4 038                   | 4 038         |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables

Programme n° 217 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>19 939</b>       | <b>22 154</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 19 194              | 19 984                  |
| Autres financements de l'État                   | 0                   | 50                      |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 0                   | 551                     |
| Recettes propres                                | 745                 | 1 569                   |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>3 530</b>        | <b>3 910</b>            |
| Financements de l'État fléchés                  | 1 795               | 1 899                   |
| Autres financements publics fléchés             | 1 348               | 1 989                   |
| Recettes propres fléchées                       | 387                 | 21                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>23 469</b>       | <b>26 064</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>3 548</b>        | <b>784</b>              |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination                 | Personnel      |                    | Fonctionnement |              | Intervention |          | Investissement |              | Total         |               |
|-----------------------------|----------------|--------------------|----------------|--------------|--------------|----------|----------------|--------------|---------------|---------------|
|                             | Budget initial | Compte financier * | AE             | CP           | AE           | CP       | AE             | CP           | AE            | CP            |
| Diffusion des connaissances | 226            |                    | 148            | 148          | 0            | 0        | 0              | 0            | 374           | 374           |
|                             | 176            |                    | 158            | 158          | 0            | 0        | 0              | 0            | 334           | 335           |
| Enseignement                | 5 650          |                    | 1 877          | 1 877        | 0            | 0        | 190            | 190          | 7 717         | 7 717         |
|                             | 5 654          |                    | 1 487          | 1 526        | 0            | 0        | 74             | 92           | 7 215         | 7 272         |
| Recherche                   | 5 680          |                    | 667            | 667          | 0            | 0        | 861            | 969          | 7 208         | 7 316         |
|                             | 5 735          |                    | 1 121          | 1 152        | 0            | 0        | 825            | 885          | 7 681         | 7 772         |
| Soutien-support             | 4 046          |                    | 2 188          | 2 188        | 0            | 0        | 1 538          | 5 376        | 7 772         | 11 610        |
|                             | 4 687          |                    | 2 993          | 3 148        | 0            | 0        | 2 574          | 3 634        | 10 254        | 11 469        |
| <b>Total</b>                | <b>15 602</b>  |                    | <b>4 880</b>   | <b>4 880</b> | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>2 589</b>   | <b>6 534</b> | <b>23 071</b> | <b>27 017</b> |
|                             | <b>16 253</b>  |                    | <b>5 758</b>   | <b>5 984</b> | <b>0</b>     | <b>0</b> | <b>3 473</b>   | <b>4 611</b> | <b>25 484</b> | <b>26 848</b> |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>3 548</b>        | <b>784</b>              |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 350                 | 409                     |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>3 898</b>        | <b>1 193</b>            |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                   | 0                       |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 0                   | 0                       |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>3 898</b>        | <b>1 193</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial 2022 | Compte financier 2022 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                   | 0                       |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 292                 | 345                     |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                   | 0                       |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>292</b>          | <b>345</b>              |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>3 606</b>        | <b>848</b>              |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                   | 846                     |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 3 606               | 2                       |
| <b>Total des financements</b>   | <b>3 898</b>        | <b>1 193</b>            |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le prélèvement sur la trésorerie de 0,85 M€ provient des ressources fléchées pour partie constituée des avances reçues en 2020 et 2021 sur les programmes de recherches dont les dépenses ont été effectuées en 2022, essentiellement en charges de personnel. La fin des programmes d'investissement permettra une stabilisation budgétaire à la fin du premier trimestre 2023.

Le solde budgétaire, en déficit de 784 k€, s'explique par des investissements menés par l'école. L'ensemble des travaux réalisés dans le cadre du plan de relance et des diverses subventions d'investissements, (SCSP exceptionnelle 2019, opération TIGRE, Résilience et Intracting) sont achevés à hauteur de 60 %. Leur achèvement aura lieu au premier semestre 2023. Il reste à ce jour le versement de la convention Résilience de 226 k€ et de l'avance remboursable du projet Intracting de 930 k€.

La situation de la trésorerie permet d'assurer les dépenses financées par la SCSP des deux premiers mois de l'année et d'assurer l'avance des financements des projets de recherche pluriannuels.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

|  | Réalisation 2021<br>(1) | Prévision 2022<br>(2) | Réalisation 2022 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>186</b>              | <b>193</b>            | <b>187</b>       |
| – sous plafond                                       | 158                     | 158                   | 158              |
| – hors plafond                                       | 28                      | 35                    | 29               |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> | <b>27</b>               | <b>34</b>             | <b>34</b>        |
| – rémunérés par l'État par ce programme              | 14                      | 19                    | 23               |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes | 13                      | 15                    | 11               |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2021.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2022.

On constate un écart entre le budget initial et l'exécution sur les emplois hors plafond qui provient de difficultés de recrutements.

Le schéma d'emplois 2022 a été conforme à la LFI (maintien par rapport à 2021).